

МИНИСТЕРСТВО ОБРАЗОВАНИЯ И НАУКИ РФ

**Национальный исследовательский Нижегородский государственный
университет им. Н.И. Лобачевского**

МЕЖДУНАРОДНЫЕ ОРГАНИЗАЦИИ

Учебно-методическое пособие

Рекомендовано методической комиссией Института международных отношений и мировой истории для студентов ННГУ, обучающихся по направлениям подготовки 41.03.05 «Международные отношения», 41.03.01 «Зарубежное регионоведение»

Нижегород
2016

УДК 811.133.1
ББК Ш 147.11я73
С 50

С 50 Международные организации. Составители: Смирнова О.А., Сасько Д.О.: Учебно-методическое пособие. – Нижний Новгород: Нижегородский госуниверситет, 2016. – 86 с.

Рецензент: к.п.н., профессор **Н.К. Радина**

Пособие предназначено для студентов третьего-четвертого курсов, обучающихся по направлениям подготовки международные отношения и зарубежное регионоведение.

УДК 811.133.1
ББК Ш 147.11я73

© Нижегородский государственный
университет им. Н.И.Лобачевского, 2016

Table de matières

I. Chapitre 1	4
Schéma des leçons	4
Leçon 1	5
Leçon 2	10
Leçon 3	19
Leçon 4	27
Leçon 5	33
Leçon 6	41
Leçon 7	46
Leçon 8	56
Leçon 9	65
Leçon 10	70
Leçon 11	73
Leçon 12	78
II. Chapitre 2	81
Schéma	81
Comment écrire un essai	82
Comment écrire un essai persuasif	8

Chapitre 1

Schéma des leçons

Lexique préliminaire

Texte

Exercices

- I. Nommez les mots ayant la même racine que les termes suivants.
- II. A. Trouvez dans le texte les équivalents français des mots suivants.
B. Repalcez les expressions sous la lettre A dans des phrases. Cachez une partie et reprenez.
- III. Précisez le sens du verbe exercer dans le texte. Conjuguez-le. Cherchez des équivalents russes des locutions suivantes.
- IV. Trouvez les phrases du texte avec les synonymes des mots et locutions suivants. Reproduisez-en les deux variantes.
- V. Remplacez les mots en caractères gras par leurs équivalents relevés dans le texte. Cachez une partie et reprenez.
- VI. Pratique grammaticale.
- VII. Traduisez les termes suivants en russe.
- VIII. Traduisez en français les locutions suivantes. Reproduisez-les.
- IX. Répondez aux questions suivantes.
- X. Trouvez dans le texte les mots qui peuvent caractériser le mot organisation.
- XI. Composez le plan du texte. Résumez-le d'après le plan composé.
- XII. Commentez les phrases suivantes.
- XIII. Discutez en groupes ou faites un essai d'après un des sujets suivants.
- XIV. Etudiez le texte complémentaire suivant.

Tableau 1

Termes d'articulation

Point de départ	D'abord, d'une part, d'un côté; premièrement, primo, en premier lieu, au premier abord; pour commencer, au début
Argumentation	<u>Par ajout d'un 2^e élément</u> – deuxièmement, secondo, et, puis, ensuite, en outre, de plus, encore, aussi (jamais en tête de phrase) Or, d'ailleurs, du reste, au reste <u>Par comparaison</u> – de même, de la même façon En même temps, également, simultanément, parallèlement <u>Exemples</u> – par exemple, ainsi, notamment, en particulier <u>Explication</u> – car, en effet, à cause de, en raison de, sous l'effet de, à force de, grâce à, vu, étant donné, à défaut de, faute de, ctd, autrement dit <u>Opposition</u> – mais, pourtant, cependant, or, toutefois, néanmoins, en revanche, malgré, en dépit de, au contraire, contrairement à, à l'inverse, à l'opposé, par opposition <u>Conséquence</u> – pour cette raison, pour ce motif, d'où, par suite, c'est pourquoi, de ce fait, en fait
Conclusion	Donc, ainsi, alors, aussi (inversion), par conséquent, en conséquence, pour conclure, en conclusion, enfin, en fin de compte, finalement, pour finir, en somme, en bref, en résumé

Leçon 1. Organisations internationales. Définition. Fonctions. Types

Substantifs

membre m – член организации
pays m – страна
état m – государство
état-nation m – национальное
государство, государство-нация
partie prenante f – участвующая
сторона
personnalité juridique f –
правосубъектность
droit international m –
международное право
droit public m – публичное право
droit privé m – частное право
union f – союз
alliance f – союз, альянс
institut m – институт
institution f – институт
association f – ассоциация,
организация
coopération – сотрудничество

charte f – устав, хартия
constitution f – конституция
statuts m pl – устав
statut m – статус
sujet m – субъект
convention f – соглашение,
конвенция
accord m – соглашение
traité m – договор

Verbes

fonder vt (syn. établir vt, mettre vt en
place) – основывать, учреждать
signer vt – подписывать
ratifier vt – ратифицировать
entrer en vigueur – вступать в силу

Adjectifs

lucratif, -ve – приносящий прибыль
intergouvernemental, e –
межправительственный
unilateral, -e – односторонний
multilateral, -e – многосторонний

L'organisation internationale (OI) est l'association d'Etats souverains établie par un accord entre ses membres et dotée d'un appareil permanent d'organes communs, chargés de la réalisation des intérêts communs par une coopération entre eux. Les OI possèdent une personnalité juridique distincte de celle des Etats-membres.

Une OI est créée grâce à un instrument juridique qui constate l'accord des Etats membres. Cet instrument juridique peut revêtir plusieurs noms : charte, constitution, statut, etc. Il prend la forme soit d'un traité international, soit d'une convention, soit d'un accord. Il est soumis à la procédure de ratification. Pour qu'un instrument juridique d'une OI entre en vigueur, il faut que cet instrument ait atteint un nombre de ratification fixé par l'acte multilatéral fondateur.

Les deux types d'organisations selon leur activité sont :

1. **Intergouvernementales (OIG)**, créées et contrôlées par des gouvernements de divers pays. OIG est un type d'organisation internationale destinée à établir des relations entre organismes gouvernementaux. Les organisations intergouvernementales ont le statut de droit international;

2. **Non gouvernementales (ONG)**, créées par des membres privés de divers pays. Ce sont des associations de droit privé, qui n'ont pas le statut de sujet de droit

international et dont l'activité est internationale. Fédération syndicale mondiale, Amnesty International ou encore Médecins sans frontières (MSF) en sont des exemples. D'ailleurs, la Croix-Rouge, ou plutôt le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge, représente une exception de la règle générale. L'organisation internationale humanitaire étant une organisation non-gouvernementale, la Croix-Rouge est considérée comme un sujet du droit international à l'égal des Etats et organisations intergouvernementales car elle joue un rôle prépondérant au développement, à la création et réalisation des normes et principes du droit international humanitaire.

Les principaux critères définissant une ONG sont: l'origine privée de sa constitution, le but non lucratif de son action, l'indépendance financière et politique, la notion d'intérêt public.

Les trois types d'organisations selon leur échelle sont:

1. **Universelles**: qui regroupent la majorité des pays du monde (l'ONU);
2. **Interrégionales**: regroupent les Etats des diverses régions (l'Organisation de la coopération islamique, la Ligue des Etats Arabes);
3. **Régionales**: se composent d'Etats d'une région du monde (l'Union européenne).

Les buts des organisations sont variés. Il existe :

1. Des affinités culturelles ou historiques spécifiques (la Francophonie, le Commonwealth ou encore la Ligue arabe);
2. Organisations économiques fondées sur les intérêts communs (l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP);
3. Alliances militaires (l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

Elles ont des fonctions différentes. Sur la scène internationale elles jouent le rôle de:

1. Une scène pour l'activité diplomatique des Etats (un forum où l'on discute des problèmes communs);
2. Un instrument d'influence des Etats (la suite de la politique extérieure des Etats);
3. Un acteur indépendant des relations internationales qui peut créer des normes, propager l'information de son activité et exercer un nombre d'autres fonctions.

I. Nommez les substantifs ayant la même racine que les verbes suivants. Marquez leur genre: réaliser, traiter, convenir, fonder, noter, établir, propager.

II. A. Trouvez dans le texte les équivalents français des mots suivants:

1. суверенный
2. основанный
3. отдельный
4. многосторонний
5. межправительственный

B. Replacez les expressions sous la lettre A dans des phrases. Cachez une partie et reprenez:

1. Le livre se compose de deux chapitres ... l'un de l'autre.

2. Dans une démocratie, le peuple est ...

3. Une décision ... en domaine de

l'écologie le a été prise par plusieurs pays.

4. Les pays ont tenu une conférence ...

5. Le pouvoir ... signifie le pouvoir instauré de manière durable.

III. Précisez le sens du verbe **exercer** dans le texte. Conjuguez-le. Cherchez des équivalents russes des locutions suivantes: тренировать память, испытывать чьё-либо терпение, исполнять обязанности; заниматься ремеслом, торговлей, медициной; осуществлять право, оказывать влияние, проявить свой талант, проявлять доброту.

IV. Trouvez les phrases du texte avec les synonymes des mots et locutions suivants. Reproduisez-en les deux variantes:

1. prendre tel ou tel aspect
2. provenance f, extraction f, fondement m, source f
3. collectif
4. lieu où s'exerce une activité humaine
5. répandre dans le public, diffuser, divulguer, ébruiter

V. Remplacez les mots en caractères gras par leurs équivalents relevés dans le texte. Cachez une partie et reprenez:

1. Elle **est douée d'une** intelligence remarquable.

2. Notre revenu **est assujetti à** l'impôt.

3. Le fils est **voué à** la finance par son père.

4. Les entreprises **indépendantes de l'Etat** ont créé leur propre ONG.

5. Le dictionnaire est un livre **expliquant** les mots.

VI. A. D'après les trois premiers exemples, transformez les phrases suivantes en voix passive:

1. **Les pays signent le traité. – Le traité est signé par les pays.**
2. **Les parties ont signé un accord. – L'accord a été signé par les parties.**
3. **Les Etats signeront la convention. – La convention sera signée par les Etats.**
4. Les pays ont ratifié le traité en 1993.
5. Il y a deux semaines les membres avaient modifié la Charte de l'organisation.
6. Les 12 pays ont fondé l'Union Européenne en 1992.
7. La semaine prochaine l'Assemblée de l'ONU votera la nouvelle résolution sur l'Irak.
8. Les membres privés créent volontairement les organisations non gouvernementales.
9. L'alliance va élargir sa structure et ajouter un service d'approvisionnement (снабжение).

B. Indiquez le genre des noms (m ou f): charte, accord, traité, union, convention, alliance, institut, institution, membre, pays, personne.

VII. A. Traduisez les noms des organisations internationales principales suivantes en russe:

- | | |
|---|--------|
| 1. OI – organisation internationale | - МО |
| 2. OIG – organisation intergouvernementale | - МПО |
| 3. ONG – organisation non-gouvernementale | - НПО |
| 4. ONU - l'Organisation des Nations Unies | - ООН |
| 5. SN – la Société des Nations | - ЛН |
| 6. OTAN - l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord | - НАТО |
| 7. UE - l'Union Européenne | - ЕС |
| 8. CEI - La Communauté des Etats Indépendants | - СНГ |
| 9. OSCE – l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe | - ОБСЕ |
| 10. CE – le Conseil de l'Europe | - СЕ |

B. Traduisez en russe les définitions suivantes:

1. Le **multilatéralisme** est un concept utilisé dans le champ des Relations internationales. Il se définit comme un mode d'organisation des relations interétatiques. Il se traduit par la coopération de trois Etats au moins dans le but d'instaurer des règles communes. Il concerne essentiellement la forme institutionnalisée de ces relations (au sein des organisations internationales).
2. Le **supranationalisme** prône l'existence d'entités politiques disposant d'une **supranationalité**, autrement dit des pouvoirs supérieurs sur certains points à ceux d'une nation. En tant qu'idéologie, il s'oppose au **nationalisme** qui prône la souveraineté absolue des nations. Dans le monde actuel, le développement des institutions transnationales vise à un équilibre entre ces deux extrêmes.

C. Traduisez en russe les phrases suivantes:

1. Sans prétendre « changer le monde », MSF apporte son aide à ceux dont la survie est menacée par des crises dûes à la violence ou à la négligence cynique d'autres hommes.
2. Elle délivre ses secours en toute indépendance et impartialité et se réserve le droit de s'exprimer publiquement sur les situations dont ses équipes peuvent être témoins.
3. Nous pouvons prendre la parole publiquement pour tenter de faire sortir une crise de l'oubli, alerter l'opinion sur des exactions commises loin des caméras, critiquer les insuffisances du système de l'aide, ou lorsque l'aide est détournée de son objectif premier pour servir des intérêts politiques.
4. "Ce n'est pas sans difficultés inouïes que nous avons pu mettre cette mission sur pied et je ne vois que peu d'occasions (...) qui nous aient fait rencontrer autant d'obstacles".
5. "Sécheresse, famine, maladie, l'ampleur du désastre est à peine croyable. Peut-on seulement imaginer que plus de 1.500 Éthiopiens meurent chaque jour, faute de soins et de nourriture?"

VIII. Traduisez en français les locutions suivantes. Reproduisez-les:

1. многостороннее соглашение
2. некоммерческая организация
3. межправительственная конференция
4. Устав ООН
5. подписывать договор
6. субъект международного права
7. правосубъектность
8. основывать организацию
9. ратифицировать соглашение
10. процедура ратификации
11. вступать в силу
12. многостороннее сотрудничество
13. одностороннее решение
14. суверенное государство
15. ответственные за осуществление
16. общие интересы
17. согласовывать действия
18. международная деятельность

IX. Répondez aux questions suivantes:

1. Qu'est-ce que c'est que l'organisation internationale?
2. Quelles sont ses fonctions principales?
3. Quelle est la personnalité juridique de l'organisation internationale?
4. De quoi les OIG se distinguent-elles des ONG?
5. Y a-t-il des ONG ayant un statut du sujet du droit international ?

6. Grâce à quoi l'organisation internationale est-elle créée?
7. Quelle forme prend l'instrument juridique établissant une OI?
8. Quelles sont les types des OIs selon leur activité, échelle, buts?
9. Quel rôle jouent les OIs sur la scène internationale?

X. Trouvez dans le texte les mots qui peuvent caractériser le mot **organisation**.

XI. Composez le plan du texte. Résumez-le d'après le plan composé.

XII. Commentez les phrases suivantes :

1. Les OIG sont créées et contrôlées par des gouvernements de divers pays.
2. Les ONG sont créées par des membres privés de divers pays.

XIII. Discutez en groupes ou faites un essai d'après un des sujets suivants:

1. Pourquoi les Etats s'unissent-ils dans une organisation?
2. Est-ce qu'on peut dire qu'il y a des organisations plus et moins efficaces? Qu'est-ce qui définit l'efficacité d'une organisation internationale? Qu'est-ce qui la rend inefficace?
3. Quelles organisations internationales fonctionnent bien aujourd'hui et qui sont en train de perdre leur puissance? Pourquoi?

Leçon 2. Organisation des Nations Unies. Principes. Structure

Substantifs

justice f – правосудие, правопорядок	cour f – суд
prévention f – предотвращение	délinquance f – преступность
développement durable m – устойчивое развитие	réglement m – урегулирование
vote m – право голоса, голосование	voix f – голос
session extraordinaire f – чрезвычайная сессия	tâche f – задача
siège m – штаб-квартира, местопребывание	moyen m – средство, способ
sécurité collective – коллективная безопасность	admission f – принятие
droits de l'homme m pl – права человека	humanité f – человечество
principe de base m – основополагающий принцип	

Adjectifs

permanent, -e – постоянный	affirmatif, -ve –
утвердительный	
essentiel, -e – существенный, важнейший	urgent, -elle – срочный
subsidaire – вспомогательный	volontaire – добровольный

Verbes

favoriser – благоприятствовать, способствовать	se réunir – собираться
énoncer – выражать, излагать	préserver – сохранять
se conformer à – придерживаться, следовать	maintenir – поддерживать

charger – поручать, возлагать
élire – выбирать (PP. élu)
отчет
légiférer – издавать, принимать законы
imposer – налагать, навязывать
exécuter – выполнять
émettre veto – наложить вето

harmoniser – согласовывать
rendre compte – отдавать
disposer de – располагать ч-л
menacer – угрожать
se composer de – состоять из

Adverbe

quasi – почти
simultanément – одновременно

Conjonctions

à l'aide de – при помощи
à la recherche de – в поисках
en vertu de – в силу

L'Organisation des Nations Unies a été fondée le 24 octobre 1945 par 51 pays déterminés à préserver la paix grâce à la coopération internationale et à la sécurité collective. Aujourd'hui, elle compte 193 Membres, soit la quasi-totalité des nations du monde.

Les principes de l'ONU. Un Etat qui devient Membre de l'ONU accepte les obligations imposées par la Charte des Nations Unies, traité international qui énonce les principes de base des relations entre pays. En vertu de la Charte, les buts de l'ONU sont au nombre de quatre:

1. maintenir la paix et la sécurité internationales,
2. développer des relations amicales entre les nations,
3. coopérer à la recherche d'une solution aux problèmes internationaux en encourageant le respect des droits de l'Homme, et
4. être un centre où s'harmonisent les efforts des nations.

L'ONU n'est pas un gouvernement mondial et elle ne légifère pas. Elle offre toutefois les moyens de contribuer au règlement des conflits internationaux et de formuler des politiques sur des questions qui nous intéressent tous. Tous ses Etats Membres – grands ou petits, riches ou pauvres, quel que soit leur système politique ou social – ont leur mot à dire et disposent d'une voix et d'un vote.

Les institutions de l'ONU. L'ONU compte six organes principaux. Cinq d'entre eux – l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité, le Conseil économique et social, le Conseil de tutelle et le Secrétariat – sont regroupés au Siège à New York. Le sixième, la Cour internationale de Justice, a son siège à La Haye (Pays-Bas).

L'Assemblée générale est le parlement des nations qui se réunit régulièrement et en sessions extraordinaires pour examiner les problèmes les plus urgents de l'humanité. Chaque Etat Membre dispose d'une voix. Les décisions concernant des questions essentielles telles que le maintien de la paix et de la sécurité internationales, l'admission de nouveaux Membres ou le budget de l'Organisation sont prises à la majorité des deux tiers. Les autres sont prises à la majorité simple. L'Assemblée ne peut imposer aucune mesure à un Etat, mais ses

recommandations constituent une indication importante de l'opinion mondiale et représentent l'autorité morale de la communauté des nations.

Le Conseil de sécurité est responsable au premier chef du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Il peut se réunir à tout moment, chaque fois que la paix est menacée. Tous les Etats Membres sont tenus d'exécuter ses décisions.

Le Conseil se compose de 15 membres. Cinq d'entre eux (la Chine, les Etats-Unis, la Fédération de Russie, la France et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) sont les membres permanents. Les 10 autres sont élus par l'Assemblée générale pour deux ans. Les décisions du Conseil sont prises par un vote affirmatif de neuf membres, et, sauf pour les questions de procédure, aucune décision ne peut être prise si un membre permanent émet un vote négatif ou veto.

Le Conseil peut prendre des mesures pour faire appliquer ses décisions. Il peut imposer des sanctions économiques ou ordonner un embargo sur les armes. En de rares occasions, il a autorisé les Etats Membres à employer « tous les moyens nécessaires », y compris une action militaire collective, pour faire appliquer ses décisions.

Le Conseil économique et social coordonne les activités économiques et sociales du système des Nations Unies. Il se compose de 54 membres, élus pour trois ans par l'Assemblée générale et se réunit pendant toute l'année. Les organes subsidiaires du Conseil se réunissent régulièrement et lui rendent compte de leurs travaux. La Commission des droits de l'homme, par exemple, suit de près la façon dont les droits fondamentaux sont respectés dans le monde entier. D'autres organes s'occupent de questions telles que le développement social, la condition de la femme, la prévention de la délinquance et le développement durable. Cinq commissions régionales ont pour mission de favoriser le développement et la coopération dans leurs régions respectives.

Le Conseil de Tutelle a été créé en 1945 et chargé de veiller à l'administration des territoires dépendants. L'organe onusien avait pour mission initiale de lutter contre le phénomène de colonialisme. Les membres du Conseil de Tutelle sont les 5 Etats, membres permanents du Conseil de Sécurité : les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France, la Russie et la Chine. Les finalités de tutelle ont été atteintes quand tous les territoires dont les Palaos étaient derniers ont acquis l'indépendance et à titre officiel le 1 novembre 1994 le fonctionnement du Conseil de Tutelle a été suspendu.

La Cour internationale de Justice (dite aussi Cour mondiale) est le principal organe judiciaire des Nations Unies. Ses 15 juges sont élus simultanément et indépendamment par l'Assemblée générale et par le Conseil de sécurité. La Cour statue sur les différends entre pays, sur la base de la participation volontaire des Etats concernés. Une fois qu'un Etat a accepté de prendre part à un procès, il est tenu de se conformer à la décision de la Cour. La Cour donne également des avis consultatifs à l'ONU et à ses institutions spécialisées.

Le Secrétariat exécute les tâches techniques et administratives dont le chargent l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité et les autres organes. Il est dirigé par le Secrétaire général, qui en assure l'orientation administrative d'ensemble. Le Secrétariat se compose actuellement de départements et de bureaux dont l'effectif total – environ 41 000 personnes dont les postes sont financés à l'aide du budget ordinaire – provient de quelque 170 pays. Outre le Siège de l'ONU à New York, le Secrétariat comprend, entre autres, les Offices des Nations Unies à Genève, à Vienne et à Nairobi.

Notes sur l'origine de l'ONU

1. L'expression « Nations Unies » est du président Franklin-D. Roosevelt. Dès août 1941, Winston Churchill et Franklin Roosevelt, dans la Charte de l'Atlantique, annoncent au monde leur volonté de créer à la fin de la guerre une organisation capable de préserver la paix.
2. En janvier 1942, les représentants de 26 nations signent « La déclaration des Nations Unies » dans laquelle ils s'engagent à poursuivre ensemble la guerre contre les puissance de l'Axe.
3. Les conférences de Moscou (novembre 1943), Téhéran (janvier 1944), Dumbarton Oaks (août-octobre 1944) et Yalta (février 1945) étudient les principes d'une vaste organisation internationale destinée à maintenir la paix et la sécurité.
4. La Charte des Nations Unies a été signée le 26 juin 1945, à San Francisco, par les représantants de 50 nations. (La Pologne, qui n'avait pas été représentée à la Conférence, a signé la Charte plus tard mais est néanmoins considérée comme l'un des 51 membres originaires.)
5. L'Organisation des Nations Unies a officiellement commencé à exister le 24 octobre 1945, la Charte ayant été ratifiée par la Chine, les Etats-Unis, la France, le Royaume-Uni et l'URSS et par la majorité d'autres pays signataires.

I. Formez les verbes à partir des substantifs suivants, faites-les entrer dans les phrases: obligation, gouvernement, règlement, siège, maintien, admission, mesure, recommandation, indication, activité, recherche.

II. A. Trouvez dans le lexique préliminaire les équivalents français des locutions suivantes:

1. согласовывать
2. одновременно
3. в поисках
4. наложить veto
5. добровольный
6. принятие
7. налагать, навязывать
8. благоприятствовать
9. придерживаться, седовать

10.предотвращение

B. Repalcez les expressions sous la lettre A dans des phrases. Cachez une partie et reprenez:

1. Les dirigeants du pays ont développé ... pour éviter de recourir à la repression.
2. Elle a fait sa demande d' ... au club de gym.
3. La marie ... cette assotiation.
4. Nous ... au souhait de la direction.
5. Il faut ... les salaires des hommes et des femmes.
6. Un copropriétaire ... au projet de ravalement.
7. Les deux téléphones ont sonné
8. Ils sont ... un emploi.
9. Son supérieur lui ... les dates de ses vacances.
10. Victor Hugo était un exilé ...

II. Combinez les termes suivants:

examiner	un embargo
prendre	les décisions
imposer	le droit de l'homme
faire appliquer	compte
ordonner	mesures
rendre	les problèmes
respecter	veto
avoir pour	mission
des sanctions	
part à	

IV. Trouvez les phrases du texte avec les synonymes des mots suivants (consultez le lexique préliminaire). Reproduisez-en les deux variantes:

1. ensemble des infrations considérées sur le plan social
2. ensemble des hommes, genre humain
3. norme, règle, base
4. émettre, exposer, formuler
5. constituer un danger
6. constant, continuel, durable
7. contenant une affirmation
8. impératif, pressant
9. complémentaire
10. grâce à, au moyen de, avec

V. Remplacez les mots en caractères gras par leurs équivalents relevés dans le lexique préliminaire. Cachez une partie et reprenez:

1. Après les élections, les spécialistes comptent **des voix**.

2. **La fonction** des enseignants est d'instruire et d'éduquer.

3. Le conseil municipal **se retrouve** ce soir.

4. Il est nécessaire de **préserver** la production au niveau actuel.

5. Ils **ont nommé a une fonction** leurs délégués.

6. Le Parlement **établit** les lois.

7. Les poètes **se servent des** mots à leur manière.

8. C'est un plan difficile à **mettre en œuvre** dans la situation actuelle.

9. Les nouvelles présentent les informations **principales** de la journées.

10. **Conformément aux** pouvoirs qui lui sont conférés, il peut délibérer ce prisonnier.

VI. Conjuguez au présent de l'indicatif le verbe **élire**. Nommez son participe passé. Faites-le entrer dans les phrases.

VII. Traduisez en français le système de l'ONU. Décrivez les fonctions des organes principaux (рис. 1).

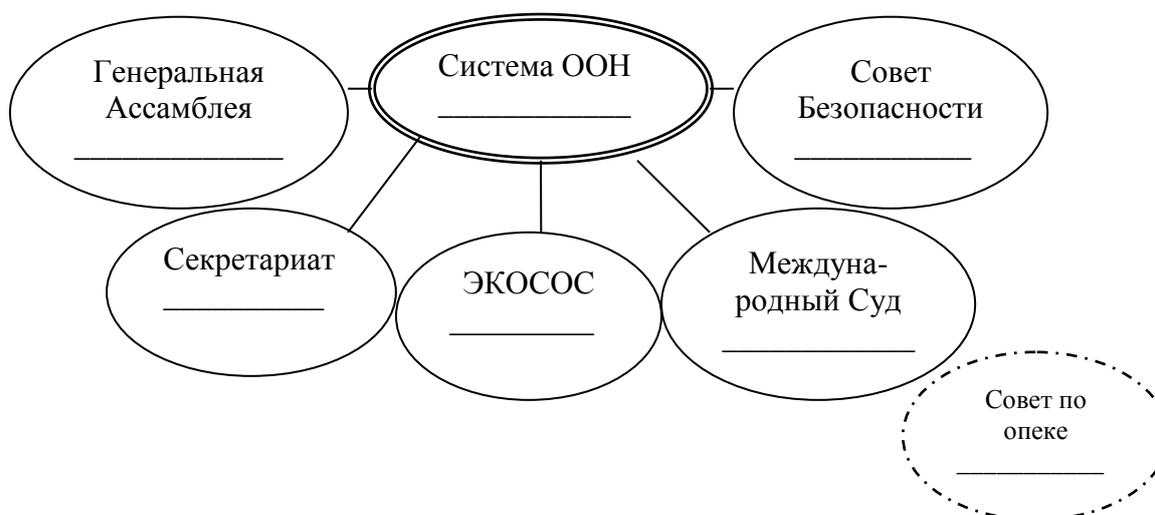


Рисунок 1

VIII. A. Traduisez en français les groupements des mots suivants. Reproduisez-les:

1. сохранять мир
2. принимать обязательства
3. в силу Устава
4. поддерживать международный мир
5. развивать дружественные отношения
6. решение международных проблем
7. урегулирование международных конфликтов
8. уважение прав человека
9. поддержание мира
10. международная безопасность
11. сообщество наций
12. быть ответственным за
13. в целом мире

B. Traduisez en français les phrases suivantes:

1. Согласно обязательствам, налагаемым Уставом ООН, страны-члены организации должны искать коллективное решение международных проблем и уважать права человека
2. Пять основных органов ООН располагаются в штаб-квартире в Нью-Йорке.
3. Государства-нации собираются на регулярные и чрезвычайные сессии для того, чтобы обсудить самые срочные проблемы человечества.
4. Совет безопасности состоит из постоянных и выборных членов. Ни одно решение не может быть принято, если постоянный член СБ наложит вето.
5. Генеральная ассамблея является парламентом наций и служит индикатором мирового общественного мнения.
6. Международный суд функционирует на основе добровольного участия сторон в юридическом процессе.
7. Технические и административные функции выполняет секретариат.

IX. Répondez aux questions suivantes:

1. Combien de pays l'ONU regroupe-t-elle aujourd'hui?
2. Quels sont les buts de l'ONU?
3. Quel est le statut juridique de l'ONU ? Est-ce qu'elle représente un gouvernement mondial?
4. Combien d'organes principaux l'ONU compte-elle?
5. Quels organes effectuent des fonctions législatives, executives et judiciaires?

X. Trouvez dans le texte les moyens de liaison. Expliquez leur emploi.

XI. Composez le plan du texte. Résumez-le d'après le plan composé.

XII. Commentez les phrases suivantes:

1. Un Etat qui devient Membre de l'ONU accepte les obligations imposées par la Charte des Nations Unies, traité international qui énonce les principes de base des relations entre pays.
2. La Cour internationale de Justice (dite aussi Cour mondiale) est le principal organe judiciaire des Nations Unies.
3. Le Secrétariat exécute les tâches techniques et administratives dont le chargent l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité et les autres organes.

XIII. Après avoir fait l'exercice XIV, discutez en groupes ou faites un essai d'après un des sujets suivants:

1. Qu'est-ce qui doit prévaloir en cas des violations du droit international, à votre avis – le droit d'ingérence ou le principe de souveraineté? Argumentez votre réponse. Evoquez les sujets de l'ex-Yougoslavie, l'Irak, la Russie (la Tchétchénie).
2. Est-ce que le problème de sous-développement est tellement important comme la France le croit? Pourquoi est-il nécessaire de résoudre ce problème? Est-ce que cela concerne les pays développés, les pays du Nord?
3. Croyez-vous que la proposition de S. Hessel est possible à réaliser? Qu'est-ce qui peut contribuer à la résolution de ce problème ?

XIV. Etudiez le texte complémentaire. Répondez aux questions suivantes:

1. *Qu'est-ce qui fait de l'ONU une organisation unique en matière de droits de l'homme?*
2. *Qu'est-ce qui empêche l'ONU de mettre terme aux violations des droits de l'Homme partout dans le monde?*
3. *Comment la situation dans ce domaine a-t-elle évolué depuis les origines?*
4. *Quelle position la France occupe-t-elle dans l'amélioration de la défense des droits de l'Homme?*
5. *Qu'est-ce que propose S. Hessel pour améliorer la situation?*

« Le sous-développement est une atteinte aux droits de l'homme »

L: Quelle place l'ONU accorde-t-elle aux droits de l'homme ?

SH: L'ONU est la première organisation internationale qui s'est donné comme valeur de base non seulement la paix ou la sécurité, mais aussi le respect de droits de l'Homme. Plus précisément, la charte de San Francisco (1945) évoque les droits de l'Homme et les libertés fondamentales.

Cela signifie que ces droits ne sont pas seulement ceux des citoyens appartenant aux Etats qui ont accepté ou ratifié la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948. C'est une donnée de base de l'humanité. Ce qui implique que la communauté internationale a l'obligation de veiller à leur respect

partout dans le monde, quel que soit pays concerné. Aujourd'hui, toute violation grave des droits de l'Homme est aussitôt portée à l'attention de la communauté mondiale et fait l'objet de délibérations au sein des Nations Unies.

L: Certes, l'information passe, mais comment faire respecter concrètement les droits de l'Homme dans le monde ?

SH : Pourquoi les Nations Unies ne mettent-elles pas un terme aux violations des droits de l'Homme ? La Charte comporte un paradoxe fondamental : le paragraphe 7 de son article 2 indique que les Etats membres sont souverains. Par conséquent, leurs affaires intérieures ne regardent pas la communauté internationale. Cette partie du texte est en opposition diamétrale avec l'article 65, dans lequel les Nations Unies se proposent de protéger et de promouvoir partout les droits de l'Homme.

Pour autant la situation a beaucoup évolué depuis les origines. En particulier à partir de 1990, quand le gouvernement de Saddam Hussein a agi avec une brutalité terrible contre les Kurdes de l'est de l'Irak. La communauté internationale, poussée par deux Français, Michel Rocard, alors Premier ministre, et Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire, a imposé ce que l'on a d'abord appelé le « droit d'ingérence » et ensuite, plus modestement, le « devoir d'assistance aux victimes ». Pour la première fois, la conscience mondiale a obtenu du Conseil de Sécurité l'envoi d'une force aérienne sur place qui a empêché le gouvernement irakien d'intervenir dans la partie orientale du pays.

Plus tard, des tribunaux internationaux ont été instaurés : l'un pour la Yougoslavie, l'autre pour le Rwanda. Ils ont reçu du Conseil de Sécurité et de l'Assemblée générale des Nations Unies l'autorité nécessaire pour faire passer en jugement des chefs d'Etat, ou de grands responsables militaires ou politiques qui se sont rendus coupables de violation systématique des droits de l'Homme, pour les inculpations suivantes : génocide, crimes de guerre, crimes contre l'humanité. Enfin, en 1999, à Rome, a été créée une Cour pénale internationale, qui, cette fois, a une compétence mondiale, et non plus régionale. Une telle instance aurait permis de juger Augusto Pinochet si ses crimes avaient été postérieurs à la création de cette cour.

L: Quelle étape l'ONU doit-elle franchir pour améliorer la défense des droits de l'Homme ?

SH: Parmi les grandes nations industrielles, la France a été la seule à soutenir le droit au développement, sans lequel pourtant la démocratie n'est pas viable. Pour rendre effectifs les droits de l'Homme, les Nations Unies doivent mettre impérativement un terme au sous-développement et à la misère. C'est pourquoi, comme Jacques Delors ou Mikhail Gorbatchev, je propose la création d'un Conseil de sécurité économique, social et culturel qui aurait la même capacité de décision que le Conseil de sécurité actuel. Cet organe serait comme un G8 mais élargi. Il regrouperait les grands Etats du Nord et du Sud, ainsi que les pays ayant la population la plus nombreuse. Il serait chargé, notamment, de promouvoir simultanément le développement, la démocratie et les droits de l'Homme (parce

qu'ils sont intimement liés). Son rôle serait d'inciter, enfin, au respect des normes fixées et de veiller à l'application des programmes d'action.

Entretien avec Stéphane Hessel (ancien ambassadeur de France auprès des Nations Unies) au magasin international « Label »

Leçon 3. ONU. Missions

Substantifs

arme f – оружие
(arme nucléaire – ядерное оружие,
les armes de destruction massive –
оружие массового уничтожения
(ОМУ)
attentat m – нападение
autodétermination f –
самоопределение
cessez-le-feu m – прекращение огня
déploiement m – развертывание,
применение
menace f – угроза
retrait m – вывод
missile f – ракета
perpétration f – совершение
(преступления)
ordre public m – общественный
порядок
guerre civile f – гражданская война
emploi de la force m – применение
силы
élimination f – уничтожение
zone tampon f – буферная зона

Adjectif

exempt, -e – освобожденный,
избавленный от

Verbes

fournir vt – поставлять
mettre en oeuvre vt – воплощать
parrainer – шефствовать
recourir à – прибегать к чему-либо
régler vt – урегулировать, решать
s'abstenir de – воздерживаться от
s'efforcer de + verbe, à + subst.
s'engager à – брать обязательство
surveiller – наблюдать
veiller à – заботиться, смотреть за
aboutir à – привести к
commettre vt – совершать
désamorcer vt – устранить
опасность, нейтрализовать,
смягчать

Adverbe

promptement – быстро, проворно

Conjonctions

au cours des années – в течение лет
sous l'égide – под эгидой
aux termes de – в соответствии с
contribuer à – способствовать à long
terme (à court terme) – в
emprunter la voie – встать на путь
кратко-срочной (долгосрочной)
перспективе
dans le cadre de – в рамках

I. CE QUE L'ONU FAIT POUR LA PAIX. La préservation de la paix mondiale est l'un des objectifs fondamentaux de l'Organisation des Nations Unies. Aux termes de la Charte, les Etats Membres s'engagent à régler leurs différends par des moyens pacifiques et à s'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre d'autres Etats.

Au fil des ans, l'ONU a contribué à désamorcer des crises internationales et à régler des conflits. L'ONU a aidé à désamorcer la crise des missiles cubains en

1962 ainsi que la crise au Moyen-Orient en 1973. En 1988, un règlement pacifique parrainé par l'ONU a mis fin à la guerre entre l'Iran et l'Irak et, l'année suivante, des négociations menées sous l'égide de l'ONU ont abouti au retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan. Au cours des années 90, l'ONU a contribué à rétablir la souveraineté du Koweït, joué un rôle de premier plan dans les efforts déployés pour mettre un terme aux guerres civiles au Cambodge, en El Salvador, au Guatemala et au Mozambique, ainsi que pour régler ou contenir des conflits dans un certain nombre d'autres pays.

Lors des attentats terroristes commis contre les Etats-Unis le 11 septembre 2001, le Conseil de sécurité a réagi promptement, adoptant une résolution d'une large importance qui oblige les Etats à veiller à ce que toutes les personnes qui participent au financement, à l'organisation, à la préparation ou à la perpétration d'actes de terrorisme ou qui y apportent un appui soient traduites en justice.

Non-prolifération. Parmi les principaux objectifs de l'Organisation des Nations Unies figurent l'arrêt de la prolifération des armes ainsi que la réduction et, à terme, l'élimination de toutes les armes de destruction massive. Elle soutient les négociations multilatérales qui ont abouti à des accords tels que le Traité sur la non-prolifération nucléaire (1968), le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (1996) et des traités portant création de zones exemptes d'armes nucléaires.

Rétablissement de la paix. L'ONU met en œuvre des moyens diplomatiques pour rétablir la paix en amenant les parties à un conflit à s'entendre. Le Conseil de sécurité peut par exemple recommander aux parties d'emprunter la voie de la négociation ou encore de recourir à la Cour internationale de Justice pour éviter un conflit, rétablir la paix ou encore parvenir à la paix.

Consolidation de la paix. L'ONU s'intéresse de plus en plus aux causes profondes des conflits. L'assistance au développement est un élément clef de la consolidation de la paix.

Maintien de la paix. Les tâches à accomplir présentent le plus souvent un caractère militaire: il s'agit par exemple de surveiller un cessez-le-feu ou de créer une zone tampon pendant que les négociateurs recherchent une solution à long terme. D'autres opérations font appel à des policiers civils ou à du personnel civil chargé de contribuer à l'organisation d'élections ou à la surveillance du respect des droits de l'Homme. D'autres encore ont été déployées pour surveiller la mise en œuvre d'accords de paix en coopération avec les forces de maintien de la paix d'organisations régionales.

II. CE QUE L'ONU FAIT POUR LE DEVELOPPEMENT. Une des tâches principales de l'ONU consiste à promouvoir le relèvement des niveaux de vie et le plein-emploi et à faciliter le progrès et le développement dans les domaines économique et social. Les organismes des Nations Unies consacrent 70 % de leurs activités à la réalisation de cet objectif. Leur effort repose sur l'idée qu'il est indispensable d'éliminer la pauvreté et d'améliorer le bien-être de tous pour créer les conditions d'une paix durable dans le monde.

L'ONU dispose d'atouts majeurs pour promouvoir le développement. Elle est présente dans le monde entier et ses activités portent sur l'ensemble des secteurs économique et social ainsi que sur celui des secours d'urgence. Elle ne représente aucun intérêt national ou commercial particulier. Lorsqu'il s'agit de prendre des décisions importantes, tous les pays, riches ou pauvres, ont voix au chapitre.

OBJECTIFS DU MILLENAIRE. Le 23 septembre 2000, la quasi-totalité des chefs d'Etat et de gouvernement de la planète, réunis aux Nations Unies, adoptaient par consensus la Déclaration du millénaire. Les huit objectifs ont été définis, en vue de diminuer de moitié la pauvreté et la faim dans le monde et d'améliorer l'éducation et la santé, avec des résultats attendus en 2015. Comme la durée du programme a touché à sa fin, il est l'heure de dresser le bilan. Grâce aux efforts pris par les Etats le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale ont proposé de réduire les dettes internationales des pays pauvres et en 2007 ce programme a été réalisé dans 32 pays. De plus, la statistique nous dit que grâce à l'investissement, l'ouverture des écoles en Afrique, le taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire a atteint 91 % en 2015, contre 83 % en 2000. Les programmes de forer des points d'eau en Afrique aident à diminuer la mortalité des enfants. Grâce au traitement antiretroviral gratuit on a arrivé à éviter 7 millions de décès dus au sida entre 1995 et 2013. Quand même, tout cela n'est pas suffisant pour assurer le bien-être de toute la communauté internationale. C'est pour cette raison qu'on a réuni les efforts en 2015 afin d'adopter "Agenda 2030" qui va mener les 15 prochaines années pour exterminer la pauvreté, l'inégalité et l'injustice. Cette démarche est beaucoup plus inclusive car les gouvernements ont impliqué les entreprises, la société civile et les citoyens.

I. Trouvez dans le texte les noms ayant la même racine que les mots suivants.

Donnez-en la traduction:

mettre en oeuvre	<u>mise en oeuvre</u>	<u>ВВЕДЕНИЕ В ДЕЙСТВИЕ</u>
déployer	_____	_____
régler	_____	_____
négociier	_____	_____
réduire	_____	_____
proliférer	_____	_____
coopérer	_____	_____
détruire	_____	_____
consolider	_____	_____
développer	_____	_____
rétablir	_____	_____
éliminer	_____	_____

II. A. Trouvez dans le texte les équivalents français des mots suivants (consultez le lexique préliminaire):

1. самоопределение

en oeuvre

IV. Trouvez les phrases du texte avec les synonymes des mots et locutions suivants (consultez le lexique préliminaire). Reproduisez-en les deux variantes:

1. action de déployer
2. péril, risque
3. s'achever par, conduire à
4. empêcher qqch de dangereux de se développer
5. commandier
6. employer, user de
7. arranger, conclure
8. promettre de
9. modérer, peser
10. sous la protection, le patronage de

V. Remplacez les mots en caractères gras par leurs équivalents relevés dans le texte (consultez le lexique préliminaire). Cachez une partie et reprenez:

1. **L'objet servant à attaquer** a été retrouvé près de la victime.

2. Les terroristes ont commi **une attaque criminelle**.

3. Les délinquants ont raté **un assassinat** des témoins d'un crime.

4. **L'exécution** d'un crime ne s'est pas effectuée.

5. Il **a fait** une erreur.

6. Il **a donné** du travail à ses ouvriers.

7. Ils **se sont gardé** de répondre.

8. **Fais de sorte qu'**il ne rentre pas trop tard.

9. L'affaire a été **rapidement** réglée.

10. Il a été chargé d'un devoir **dans la perspective d'une échéance éloignée**.

VI. Conjuguez au présent de l'indicatif *participe passé*. Faites-le entrer

le verbe **s'abstenir**. Nommez son dans les phrases.

VII. Remplissez le tableau suivant en français (puc. 2):



Рисунок 2

VIII. A. Traduisez en français les groupements des mots suivants. Reproduisez-les:

1. Договор о нераспространении
2. Договор о запрещении ядерных испытаний
3. помощь в развитии, вывод советских войск
4. распространение ядерного оружия
5. сокращение и уничтожение ядерных ракет
6. развертывание войск
7. мирные средства
8. дипломатические средства
9. прибегнуть к угрозе или применению силы
10. урегулировать конфликты
11. проводить переговоры
12. применять усилия
13. оказывать поддержку
14. передать правосудию
15. положить конец
16. призывать к прекращению огня
17. создание буферной зоны

B. Traduisez en français les phrases suivantes. Reproduisez-les:

1. Страны приложили усилия, чтобы урегулировать этот конфликт мирными средствами.
2. В рамках Устава ООН обозначены цели сохранения и поддержания мира.
3. В сотрудничестве с администрацией американские войска пытаются восстановить общественный порядок в Ираке.
4. Стороны решили провести переговоры и отказаться от (renoncer à) использования военной силы.
5. Ключевым элементом договора было установление буферной зоны и прекращение огня.
6. Большинству странам оказывается поддержка и помощь в развитии.

7. В долгосрочной перспективе необходимо поддерживать мир в регионе и встать на путь переговоров, в краткосрочной перспективе – вывести оттуда войска.
8. Глубинной причиной конфликта стало нарушение договора о запрещении ядерных испытаний.

IX. Combinez les objectifs avec les cibles (plus d'une variante est possible):

Objectifs :

- Objectif 1. Eliminer l'extrême pauvreté et la faim. _____
- Objectif 2. Assurer l'éducation primaire pour tous. _____
- Objectif 3. Promouvoir l'égalité entre les sexes et l'autonomie des femmes. _____
- Objectif 4. Réduire la mortalité des enfants. _____
- Objectif 5. Améliorer la santé maternelle. _____
- Objectif 6. Lutter contre le VIH / SIDA, le paludisme et d'autres maladies. _____
- Objectif 7. Assurer la durabilité environnementale. _____
- Objectif 8. Développer un partenariat global pour le développement. _____

Cibles :

- a) Réduire de moitié à 2015 la proportion de personnes qui n'ont pas accès à l'eau potable ni à l'assainissement de base.
- b) Arrêter la progression d'ici à 2015, et renverser la tendance des maladies.
- c) Assurer d'ici à 2015 la scolarisation de tous les enfants, garçons et filles, dans le primaire.
- d) Intégrer les principes du développement durable dans les politiques et programmes des pays, et renverser les tendances quant à la perte des ressources environnementales.
- e) Eliminer la disparité entre garçons et filles dans l'éducation primaire et secondaire de préférence avant 2005 et à tous les niveaux de l'éducation au moins d'ici à 2015.
- f) Atteindre en 2020 une amélioration significative de la vie au moins 100 millions de personnes vivants dans des taudis.
- g) Diminuer de moitié entre 1990 et 2015 le nombre de personnes vivant avec moins de 1 dollar par jour et le nombre de personnes souffrant de faim.
- h) La mise en place d'un système commercial et financier multilatéral, non discriminatoire, sur la dette, le chômage des jeunes et l'accès aux technologies de l'information et de la communication.
- i) Réduire de trois quarts le taux de mortalité maternelle.
- g) Réduire de deux tiers entre 1990 et 2015 le taux de mortalité des enfants au moins de 5 ans.

X. Trouvez dans le texte les moyens de liason. Exipliquez leur emploi.

XI. Composez le plan du texte. Résumez-le d'après le plan composé.

XII. Commentez les phrases suivantes:

1. La préservation de la paix mondiale est l'un des objectifs fondamentaux de l'Organisation des Nations Unies.
2. Au fil des ans, l'ONU a contribué à désamorcer des crises internationales et à régler des conflits.
3. L'ONU met en œuvre des moyens diplomatiques pour rétablir la paix en amenant les parties à un conflit à s'entendre.
4. L'ONU s'intéresse de plus en plus aux causes profondes des conflits. L'assistance au développement est un élément clef de la consolidation de la paix.
5. Les tâches à accomplir présentent le plus souvent un caractère militaire: il s'agit par exemple de surveiller un cessez-le-feu ou de créer une zone tampon pendant que les négociateurs recherchent une solution à long terme.

XIII. Après avoir fait l'exercice XIV, discutez en groupes ou faites un essai d'après un des sujets suivants:

1. Le Conseil de Sécurité – doit-il être modifié? Comment propose-t-on de le modifier? Comment cela va influencer la position de la Russie dans le Conseil?
2. L'ONU, est-elle encore utile?

XIV. Etudiez le texte complémentaire:

Nouveaux défis : l'ONU est-elle encore utile?

Quels sont les nouveaux risques auxquels l'ONU doit faire face en ce début de XXI^e siècle? Dispose-t-elle de la capacité d'intervention nécessaire pour répondre aux menaces qui fragilisent la paix et pour rester au coeur du système de coopération internationale ?

Le sommet du 60^e anniversaire de l'ONU à New-York ne doit pas faire illusion. Les chefs d'Etat aiment se rencontrer et parler réformes. Mais cette succession de manifestations ne cache-t-elle pas quelque sentiment de culpabilité, comme si l'on célébrait cette institution d'autant mieux qu'on la délaisse? L'ONU est-elle toujours utile?

Banalité, copieusement relayée dans les rapports soumis au secrétaire général des Nations Unies, que cette description des mutations du monde : la globalisation des communications, des économies est aussi celle des atteintes au développement, à la santé, à l'environnement, à la sécurité. La vraie question est de savoir si l'ONU a su s'adapter et relever ces défis.

Malgré des échecs et des lenteurs, la réponse est affirmative. Les Nations Unies ont su évoluer : prendre en compte la diversité croissante des risques et leur interdépendance ; élargir le champ de leurs interventions; mais – et c'est le point capital – préserver le coeur de la Charte, qui est l'action doit résulter d'un débat et d'une décision « collective »; et qui bannit donc l'unilatéralisme.

La double mutation des défis

Les Nations Unies prennent en compte la double mutation des défis, qui changent la nature. Ils affectent tous les aspects de la vie en société. Ils n'opposent plus les seuls Etats; ils concernent chaque individu, indifféremment des barrières dressées par les gouvernements. Les dangers ont pris d'autres formes, dont l'accumulation des armes de destruction massive et le terrorisme, les déséquilibres économiques entre le Nord et le Sud, les épidémies, les atteintes à l'environnement.

La question des affaires intérieures

Les conflits actuels sont rarement ceux d'un choc entre deux pays. Ils naissent d'un excès dévoyé d'un Etat, dérivant vers la dictature (comme ce fut le cas en Ethiopie, au Liberia, en Amérique centrale ou dans les Balkans) ou, au contraire, de l'effondrement d'un gouvernement.

Face à ces menaces, l'ONU paraissait bloquée par sa Charte qui, dans son article 2, paragraphe 7, lui interdit d'intervenir dans les affaires intérieures d'un Etat. La réponse fut d'un grand pragmatisme. Arguant de ce qu'un trouble est toujours un risque pour la sécurité locale, bientôt internationale, l'ONU s'est très vite mêlée des conflits internes des pays. Le Conseil de sécurité leur consacre l'essentiel de ses activités. Se développe l'idée de bon sens que la souveraineté des Etats crée pour ceux-ci des obligations, dont la première est de protéger leur population, et que s'ils y manquent, la communauté de nations y pourvoira à leur place. Nul n'est besoin de modifier la Charte.

Un champ d'intervention élargi

L'ONU a élargi le champ et les modalités de ses interventions. La Charte réglait le cas des conflits classiques, la solution tenant, en ultime ressort, dans l'emploi des mesures coercitives du chapitre 7, soit les sanctions, soit l'usage de la force militaire. Mais la multiplicité des formes d'insécurité a conduit à imaginer de nouvelles pratiques. Il ne suffit pas d'avoir rétabli la paix. Encore faut-il la consolider, désarmer mais aussi développer. Une Commission de consolidation de la paix ressemble à New York les énergies du Conseil de sécurité, du Conseil économique et social, des pays contributeurs des troupes ou de financement.

Leçon 4. OTAN

<p>Substantifs négociations f pl – переговоры soubresaut m – потрясение implosion f – взрыв, развал revendication f – требование essor m – подъём, быстрое развитие différend m – разногласие pourparlers m pl – переговоры état-major <i>m (pl s + s)</i> – штаб</p> <p>Adjectifs</p>	<p>Verbes promouvoir vt – способствовать se dire – позиционировать себя s'en remettre à – положиться на préfigurer vt – предвосхищать être concentré, -e en – концентрироваться</p> <p>Adverbes communément – обычно alias [s] – он же</p>
--	--

politico-militaire - военно-политический signataire - подписавший primordial, -е - первичный,	Locutions à l'unanimité – единогласно, -душно
---	---

Généralités. L'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN; en anglais *North Atlantic Treaty Organisation* ou *NATO*), parfois connue sous le nom d'Alliance Atlantique, est une organisation politico-militaire qui rassemble de nombreux pays occidentaux. Elle a vu le jour le 4 avril 1949, suite à des négociations des cinq pays européens signataires du traité de Bruxelles (Belgique, France, Luxembourg, Pays-Bas et Royaume-Uni) avec les États-Unis, le Canada et cinq autres pays d'Europe occidentale invités à participer (Danemark, Italie, Islande, Norvège et Portugal). L'Alliance avait pour vocation initiale d'assurer la sécurité de l'Occident au lendemain de la Seconde guerre mondiale, en prévenant d'éventuels soubresauts d'impérialisme allemand et en luttant contre les ambitions de conquête de l'empire soviétique (militairement organisé dans le cadre du Pacte de Varsovie).

Grâce à ses moyens logistiques, l'OTAN a su, durant la guerre froide, « garder les Russes à l'extérieur, les Américains à l'intérieur et les Allemands sous tutelle » comme le souhaitait son secrétaire général d'alors, Hastings Lionel Ismay. Après l'implosion de l'URSS, l'organisation s'est vu confrontée à de nouvelles menaces, notamment les revendications nationalistes dans l'ancien bloc communiste et l'essor du terrorisme international. Alors qu'elle n'a longtemps eu pour tâche que de garantir la défense et la stabilité de la zone euro-atlantique, l'Alliance promeut aujourd'hui des relations élargies de coopération dans le monde (Partenariat pour la Paix, Conseil OTAN-Russie...).

Le siège de l'OTAN se trouve depuis 1966 à Bruxelles et son commandement militaire (*SHAPE*) à Mons (Belgique). Cinq nations européennes (l'Autriche, la Finlande, l'Irlande, la Suède et la Suisse) ne font pas partie de l'OTAN parce qu'elles se disent militairement neutres.

Conformément à la Charte des Nations unies, et notamment à l'article 51, les pays de l'alliance s'en remettent à la décision du Conseil de sécurité (art. 5 et 7) lors de tout règlement de différend. Le traité réaffirme sa subordination à l'ONU et le rôle important de celle-ci dans les relations internationales (art. 1^{er}).

Histoire

La genèse (1948-1949). Le 17 mars 1948 est conclue l'alliance militaire du traité de Bruxelles qui préfigure la future alliance atlantique. Après le blocus de Berlin, une entente secrète est réalisée entre les Anglo-saxons pour fixer les bases de l'Alliance Atlantique, c'est le « Pentagone paper ». Le sénateur Vandenberg fait voter la résolution 239 pour établir l'alliance le 11 juin 1948. L'alliance devient constitutionnelle, à la condition d'être conforme à la Charte des Nations unies. Des pourparlers à Washington, du 6 juillet au 9 septembre 1948 définissent les bases du traité. Ce pacte militaire est donc né d'un accord signé le 4 avril 1949 à

Washington ; il s'agit du *Traité de l'Atlantique Nord* dont l'article 5 sur la solidarité entre ses membres en cas d'agression est le point primordial.

La période de transition de l'après-Guerre froide (1990-2001)

1991 Première réunion du Conseil de coopération nord-atlantique.

1994 Lancement du Partenariat pour la paix. Etablissement des missions des Partenaires auprès de l'OTAN. Etablissement d'une Cellule de coordination du Partenariat au Grand quartier général des puissances alliées en Europe (SHAPE).

1995 Les Partenaires participent à une force dirigée par l'OTAN afin d'assurer la mise en œuvre de l'Accord de paix en Bosnie. Un Centre de coordination international est mis en place au SHAPE.

1997 Première réunion du Conseil de partenariat euro-atlantique à Sintra, au Portugal. Le rôle opérationnel du PPP est renforcé.

1998 Création du Centre euro-atlantique de coordination des réactions en cas de catastrophe et de l'Unité euro-atlantique de réaction en cas de catastrophe.

1999 Le dialogue et la coopération sont inscrits dans le Concept stratégique de l'Alliance, en tant qu'éléments de ses tâches fondamentales en matière de sécurité. Sommet de Washington: il est décidé de développer davantage le PPP et de renforcer son rôle opérationnel.

Structure des commandements politiques et militaires

Le Commandement politique. Il est composé de représentants permanents des États membres (ayant rang d'ambassadeurs), il se réunit au moins une fois par semaine sous la présidence du secrétaire général de l'OTAN. Il prend ses décisions à l'unanimité. Les représentants permanents agissent sur instructions de leurs pays, et rendent compte aux autorités nationales des positions des autres gouvernements. Parallèlement aux réunions des représentants permanents, les Ministres des Affaires étrangères et ceux de la Défense se réunissent deux fois par an.

Enfin, très rarement, se réunissent les Premiers ministres et/ou les chefs d'État des pays membres.

Le statut et le degré d'importance des décisions du Conseil de l'Atlantique Nord sont les mêmes qu'elles soient prises aux niveaux des représentants permanents, des ministres ou des chefs d'État ou de Gouvernement.

• Plusieurs comités, créés par le Conseil, sont responsables de domaines particuliers:

1. Comité des plans de défense: planification de la défense collective;
2. Groupe des plans nucléaires: questions politiques liées aux forces nucléaires;
3. Comité militaire: recommande aux autorités politiques de l'OTAN les mesures jugées nécessaires à la défense commune et établit des directives sur les questions militaires;
4. Assemblée parlementaire de l'OTAN.

• Le Secrétariat international et l'état-major militaire international apportent leur concours au Conseil et aux comités.

Le Commandement militaire. Auparavant, la structure de commandement militaire reposait sur une division géographique: une pour l'Europe (Commandement allié pour l'Europe), une pour l'Atlantique (Commandement allié

pour l'Atlantique); treize quartiers généraux étaient subordonnés à ces commandements.

- Depuis 2003, toute la fonction opérationnelle est concentrée en un seul commandement : le *Commandement allié des opérations (Allied Command for Operations - ACO)*, plus communément appelé *Shape (Supreme Headquarters Allied Powers in Europe, Quartiers généraux suprêmes puissances alliées en Europe)* basé à Mons, en Belgique et il n'y a plus que six quartiers généraux subordonnés.

Le Commandement allié des opérations dirige: trois état-majors interarmées basés à Brunssum (Pays-Bas), à Oeiras dans la banlieue de Lisbonne (Portugal) et à Naples (Italie) et 6 états-majors de composante (air, terre, mer):

1. états-majors air: Izmir (Turquie) et Ramstein (Allemagne);
 2. états-majors terre: Heidelberg (Allemagne) et Madrid (Espagne);
 3. états-majors mer: Northwood (Royaume-Uni) et Naples (Italie).
- Quant au *Commandement allié pour la transformation (ACT, Allied Command for Transformation)* basé à Norfolk (Virginie, États-Unis), il a remplacé le Commandement Allié pour l'Atlantique et dirige les efforts militaires visant à adapter les forces de l'Alliance à un environnement en mutation rapide.

Les deux commandements *ACO* (alias *Shape*) et *ACT* sont tous deux rattachés au Comité militaire (MC) de l'OTAN.

Cette structure permanente de soutien emploie environ 10 000 personnes, civils ou militaires.

1. NATO. Un partenariat dynamique
2. Wikipedia

I. Nommez les mots ayant la même racine que les termes suivants: vocation, initial, prévenir, conforme à, concours, concentré, rattaché.

II. A. Trouvez dans le texte les équivalents français des mots suivants (consultez le lexique préliminaire):

1. обычно
2. положиться на
3. развал
4. способствовать
5. военно-политический

B. Repalcez les expressions sous la lettre A dans des phrases. Cachez une partie et reprenez:

- | | |
|---|--|
| 1. La nouvelle de ... du sous-marin a résonné partout. | 4. Il ... un notaire pour la rédaction du contrat. |
| 2. Ce président se distingue par une audacieuses reformes ... | 5. L'astérie est ... appelée étoile de mer. |
| 3. Les maires de quartier ... le tri des déchets. | _____ |
| | _____ |

III. Précisez le sens du verbe **prévenir** dans le texte. Conjuguez-le. Cherchez des équivalents russes des locutions suivantes: предупредить об опасности, предупредить чьи-либо желания, опровергнуть возможное, возражение, настроить кого-либо в чью-либо пользу.

IV. Trouvez les phrases du texte avec les synonymes des mots et locutions suivants (consultez le lexique préliminaire). Reproduisez-en les deux variantes:

1. haut-le-corps, tressaillement
2. discussion, négociation, tractation
3. qui a signé une acte
4. fondamental, vital
5. annoncer, préluder à

V. Remplacez les mots en caractères gras par leurs équivalents relevés dans le texte (consultez le lexique préliminaire). Cachez une partie et reprenez:

1. Nous n'avons jamais eu de **désaccord** entre eux.
2. **La direction** de la société décide des mesures à prendre.
3. Ils **se prétendent** prêts pour le marathon.
4. Romain Gary **autrement appelé** Emile Ajar est un célèbre écrivain français.
5. Cette proposition a été adoptée **par la totalité des** votants.

VI. Conjuguez au présent de l'indicatif le verbe **promouvoir**. Nommez son participe passé. Faites-le entrer dans les phrases.

VII. A. Traduisez en russe les phrases suivantes:

1. L'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN; en anglais *North Atlantic Treaty Organisation* ou *NATO*), parfois connue sous le nom d'Alliance Atlantique, est une organisation politico-militaire qui rassemble de nombreux pays occidentaux.
2. Grâce à ses moyens logistiques, l'OTAN a su, durant la guerre froide, « garder les Russes à l'extérieur, les Américains à l'intérieur et les Allemands sous tutelle » comme le souhaitait son secrétaire général d'alors, Hastings Lionel Ismay.

3. Le siège de l'OTAN se trouve depuis 1966 à Bruxelles et son commandement militaire (*SHAPE*) à Mons (Belgique).
4. Le 17 mars 1948 est conclue l'alliance militaire du traité de Bruxelles qui préfigure la future alliance atlantique.
5. Il est composé de représentants permanents des États membres (ayant rang d'ambassadeurs), il se réunit au moins une fois par semaine sous la présidence du secrétaire général de l'OTAN. Il prend ses décisions à l'unanimité.

VIII. Traduisez en français les locutions suivantes. Reproduisez-les:

1. известный под именем
2. оказаться перед новыми угрозами
3. при условии соответствия
4. степень важности решения
5. иметь единое управление

IX. Répondez aux questions suivantes:

1. Qu'est-ce que c'est que l'OTAN?
2. Comment l'OTAN a-t-elle été créée?
3. Quelles sont les dates clés de l'OTAN ou la période de transition de l'après-Guerre froide?
4. Quel est le commandement politique de l'OTAN?
5. Quel est le commandement militaire de l'OTAN?

X. Trouvez dans le texte les moyens de liaison. Exipliquez leur emploi.

XI. Composez le plan du texte. Résumez-le d'après le plan composé.

XII. Commentez les phrases suivantes:

1. L'Alliance avait pour vocation initiale d'assurer la sécurité de l'Occident au lendemain de la Seconde guerre mondiale, en prévenant d'éventuels soubresauts d'impérialisme allemand et en luttant contre les ambitions de conquête de l'empire soviétique (militairement organisé dans le cadre du Pacte de Varsovie).
2. Grâce à ses moyens logistiques, l'OTAN a su, durant la guerre froide, « garder les Russes à l'extérieur, les Américains à l'intérieur et les Allemands sous tutelle » comme le souhaitait son secrétaire général d'alors, Hastings Lionel Ismay.
3. Après l'implosion de l'URSS, l'organisation s'est vu confrontée à de nouvelles menaces, notamment les revendications nationalistes dans l'ancien bloc communiste et l'essor du terrorisme international.

XIII. Discutez en groupes ou faites un essai d'après un des sujets suivants:

1. Genèse de l'OTAN.

2. Elargissement de l'OTAN pendant la guerre froide.
3. Période de transition de l'après-Guerre froide.
4. OTAN aujourd'hui.

XIV. Etudiez le texte complémentaire:

Unis devant le terrorisme. Une réunion extraordinaire du Conseil de partenariat euro-atlantique s'est tenue le 12 septembre 2001 au siège de l'OTAN, où les drapeaux étaient en berne au lendemain des détournements d'avions civile transportant des passagers et des attaques terroristes qui avaient causé, la veille, des pertes massives en vies humaines aux Etats-Unis.

Tous les pays réunis ont exprimé leur solidarité au peuple des Etats-Unis et témoigné de leur plus pour les victimes de leur familles ainsi que leur révolte devant ces atrocités inqualifiables et insensées.

«Nous sommes horrifiés par ces actes barbares, que nous condamnons de façon inconditionnelle. Ces actes constituent une attaque contre nos valeurs communes. Nous ne tolérerons pas que ces valeurs soient menacées par ceux qui suivent la voie de la violence. Nous nous engagerons à entreprendre tous les efforts pour combattre le fléau que constitue le terrorisme. Nous sommes unis dans notre conviction que les idéaux de partenariat et de coopération l'emporteront».

La capacité euro-atlantique de réaction en cas de catastrophe. La décision de mettre en place une capacité euro-atlantique de réaction en cas de catastrophe a été prise par les pays de l'OTAN en mai 1998, et suivie de la création d'un Centre euro-atlantique de coordination des réactions en cas de catastrophe au siège de l'OTAN en juin 1998. Des dispositions ont aussi été prises pour l'établissement d'une Unité euro-atlantique de réaction en cas de catastrophe (EADRCC), regroupant des éléments de différents pays, qui serait mise sur pied en cas de besoin et envoyée dans les régions sinistrées.

L'EADRCC coordonne les réactions aux catastrophes dans la zone du CPEA et sert d'organe centralisateur pour l'échange d'informations entre les pays du CPEA. Par ailleurs, il coopère étroitement avec les organes compétents de l'ONU, qui jouent un rôle prépondérant en cas de catastrophe d'ampleur internationale: Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (BCAH), Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), ainsi que d'autres organisations. Un officier de liaison permanent du BACH est en poste à l'EADRCC.

Des instructions permanentes devant faciliter une réaction rapide en cas d'urgence ont été élaborées par l'EADRCC. Les pays sont invités à établir des arrangements bilatéraux ou multilatéraux pour certaines questions: réglementation en matière de visas, passage des frontières, accords de transit, formalités de douane et statut du personnel. Ces mesures accéléreront le déploiement de l'aide et des équipes de secours sur les lieux mêmes de la catastrophe en évitant tout regard d'ordre administratif.

NATO. Un partenariat dynamique

Leçon 5. Union Européenne

Substantifs

agriculture f – сельское хозяйство;
прил. – agricole
barrières commerciales f – торговые
барьеры
compétition f – конкуренция
(эконом.)
conseil m – совет
consommateur m – потребитель
défense f – оборона
domaine m – область
élections f – выборы
guerre f – война
industrie de l'acier – стальная
промышленность
industrie du charbon, f – угольная
промышленность
justice f – правосудие
marché commun m – общий рынок

paix f – мир
pilier m – опора, столб
suffrage m – избирательное право

Verbes

élaborer vt – разрабатывать,
вырабатывать
s'affronter vt – сталкиваться
causer vt – вызывать, быть
причиной
instituer vt – основывать
abolir vt – упразднить, отменять
s'employer à – обязываться
fusionner vt – сливать, смешивать
voter vt – голосовать
négocier vi – вести переговоры

Adjectifs

supranational, -e – наднациональный
meurtrier, -ère – смертоносный,
смертельный

Débuts: guerre et paix. Pendant des siècles, l'Europe fut le théâtre de guerres fréquentes et meurtrières. Entre 1870 et 1945, la France et l'Allemagne se sont affrontées à trois reprises en des conflits qui ont causé de lourdes pertes humaines. Plusieurs dirigeants européens ont alors acquis la conviction que la seule façon de garantir une paix durable entre leurs pays respectifs était de les unir économiquement et politiquement.

En 1950, dans un discours inspiré par Jean Monnet, le ministre français des affaires étrangères Robert Schuman a donc proposé d'intégrer les industries du charbon et de l'acier de l'Europe occidentale. De ce projet est née, en 1951, la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) composée de six membres : la République fédérale d'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas. Le pouvoir de prendre des décisions concernant les industries du charbon et de l'acier de ces pays a été remis aux mains d'une institution indépendante et supranationale appelée la "Haute Autorité" dont Jean Monnet a été le premier président.

Trois communautés à l'Union européenne. La CECA a été un tel succès qu'il n'a fallu que quelques années pour que les six mêmes pays décident de faire un pas supplémentaire en procédant à l'intégration d'autres secteurs de leurs économies. En 1957, ils ont signé les traités de Rome instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique (CEEA ou Euratom) et la Communauté économique européenne (CEE) dont les Etats membres se sont employés à abolir les barrières commerciales qui les séparaient et à former un "marché commun".

En 1967, les institutions des trois communautés européennes ont fusionné. A partir de ce moment, il n'y a plus eu qu'une Commission unique, un Conseil de ministres unique et le Parlement européen.

A l'origine, les membres du Parlement européen étaient désignés par les parlements nationaux mais en 1979 ont eu lieu les premières élections au suffrage universel direct qui ont permis aux citoyens des Etats membres de voter pour le candidat ou la candidate de leur choix. Depuis lors, ces élections sont organisées tous les cinq ans.

Le traité de Maastricht (1992) a introduit de nouvelles formes de coopération entre les gouvernements des Etats membres, dans les domaines de la défense ou de la "justice et des affaires intérieures" par exemple. En ajoutant ce qui était auparavant une coopération intergouvernementale au système communautaire existant, le traité de Maastricht a donné naissance à l'Union européenne (UE).

Le traité sur l'Union européenne (TUE), signé à Maastricht le 7 février 1992 affirme l'identité européenne sur la scène internationale, notamment par la mise en œuvre d'une politique étrangère et de sécurité commune (PESC), qui inclut, outre le domaine diplomatique, le lancement d'une politique européenne de sécurité et de défense (PESD), ainsi qu'une coopération étroite dans les secteurs de la justice et des affaires intérieures. Il élargit les compétences de la Communauté dans plusieurs autres domaines (environnement, protection des consommateurs, politique sociale) et modifie des mécanismes institutionnels pour accroître le rôle du Parlement européen et faire prévaloir le principe de subsidiarité réservant à l'UE les questions qui ne peuvent pas être réglées à l'échelon national. Il prévoit aussi, pour les citoyens de l'Union, le droit de voter aux élections municipales et européennes, là où ils résident, quel que soit leur état d'origine.

L'intégration est synonyme de politiques communes. L'intégration économique et politique des Etats membres de l'Union européenne signifie que ces pays doivent prendre des décisions communes en de nombreuses matières. Ils ont donc élaboré des politiques communes dans des domaines très divers : de l'agriculture à la culture, de la protection des consommateurs à la compétition, de l'environnement et de l'énergie au transport et au commerce.

Dans les premiers temps, l'accent était mis sur une politique commerciale commune pour le charbon et l'acier et sur une politique agricole commune. D'autres politiques s'y sont ajoutées à mesure que surgissaient de nouveaux besoins.

Les relations de l'Union européenne avec le reste du monde ont également pris de l'importance. L'UE négocie de grands accords commerciaux et de coopération avec les pays tiers et met en place une politique étrangère et de sécurité commune (PESC).

I. Nommez les verbes ayant la même racine que les substantifs et adjectifs suivants: reprise, inspiré, indépendante, traité, coopération, communautaire, naissance.

II. A. *Trouvez dans le texte les équivalents français des mots suivants:*

1. долговременный, длительный; прочный
2. отдельный
3. наднациональный
4. приступать к..., приниматься за...; производить
5. отменять, упразднить, уничтожать
6. сливаться, объединяться
7. сектор
8. принцип вертикальной власти
9. соревнование; соперничество
10. по мере того как

B. *Remplacez les expressions sous la lettre A dans des phrases. Cachez une partie et reprenez:*

1. ... est le principe de délégation verticale des pouvoirs. _____
2. Abraham Lincoln a ... l'esclavage aux Etats-Unis. _____
3. Il travaille dans ... du tourisme. _____
4. ... que la date de son entretien approchait, elle était de plus en plus nerveuse. _____
5. Je herche un emploi _____
6. Les blessés sont couverts par leurs assurances _____
7. Ils ... à des essais. _____
8. Homme politique est contraint de se retirer de _____
9. Ces syndicats _____
10. L'UE est une organisation _____

III. *Précisez le sens du verbe **procéder** dans le texte. Conjuguez-le. Cherchez des équivalents russes des locutions suivantes: действовать по порядку, приступить к новым выборам, произвести новые выборы, обменяться мнениями, произвести распределение, будет проведено новое расследование, происходить из, вести судебное дело против кого-либо.*

IV. *Reliez les synonymes des deux coulones. Cherchez dans le texte les phrases avec les mots et locutions de la première coulone. Reproduisez-en les deux variantes:*

- | | |
|--------------------------------|-----------------------|
| 1. à trois reprises | 5. à l'origine |
| 2. remettre aux mains | 6. dans le domaine de |
| 3. faire un pas supplémentaire | 7. donner naissance |
| 4. à partir de | 8. prendre décision |

qui inclut, outre le domaine diplomatique, le lancement d'une politique européenne de sécurité et de défense (PESD), ainsi qu'une coopération étroite dans les secteurs de la justice et des affaires intérieures.

4. L'intégration économique et politique des Etats membres de l'Union européenne signifie que ces pays doivent prendre des décisions communes en de nombreuses matières.
5. L'UE négocie de grands accords commerciaux et de coopération avec les pays tiers et met en place une politique étrangère et de sécurité commune (PESC).

VIII. A. Traduisez en français les locutions suivantes. Reproduisez-les:

1. Европейское объединение угля и стали (ЕОУС)
2. Европейское экономическое сообщество (ЕЭС)
3. Европейское сообщество атомной энергии (Евроатом)
4. Общая внешняя политика и политика безопасности (ОВПБ)
5. Западная Европа
6. Европейская комиссия
7. Совет министров
8. Европейский парламент
9. Маастрихтский договор
10. Римский договор

B. Traduisez en français les phrases suivantes. Rreproduisez-les:

1. Европейские страны решили основать новую организацию.
2. Необходимо было сделать дополнительный шаг для того, чтобы интегрировать экономики стран-членов
3. Страны столкнулись в смертельной войне.
4. Первоначально ключевой целью интеграции было объединение угольной и стальной промышленности
5. Страны сотрудничают в области обороны, правопорядка и внутренних дел.
6. Государства выработали общие политики в различных областях: от сельского хозяйства до защиты потребителей.
7. Отмена торговых барьеров позволила создать общий рынок, где товары, услуги, люди и капиталы могли свободно перемещаться.
8. Маастрихтский договор породил Европейский союз и ввел новые формы сотрудничества для государств-членов.
9. Начиная с 1967 стали функционировать общие институты для трех сообществ
10. В 1979 впервые состоялись выборы в европейский парламент на основе всеобщего прямого избирательного права.

IX. Répondez aux questions suivantes:

1. Qu'est-ce que c'est que l'intégration?

2. Quand l'intégration européenne a-t-elle commencé?
3. Qui ont été les initiateurs de l'intégration?
4. Quels pays ont fondé la CECA? Quand?
5. Quand le traité de Rome a-t-il été signé? Qu'est-ce qui a institué?
6. A quoi les pays signataires du Traité de Rome sont-ils employés?
7. Qu'est-ce qui s'est passé en 1967?
8. Quelle innovation a été introduite au parlement européen en 1979?
9. Quand le traité de Maastricht a-t-il été adopté?
10. Qu'est-ce qu'il a introduit du nouveau? Quel rôle joue l'adoption de ce traité dans le processus de la construction européenne?
11. Dans quels domaines les états-membres de l'Union Européenne prennent les décisions communes?

X. Trouvez dans le texte les moyens de liaison. Expliquez leur emploi.

XI. Faites l'exposé du sujet « Traité de Maastricht » en utilisant le schéma et les phrases clés suivants:

1. Introduction: signer (1992) entrer en vigueur (1993), marquer une étape importante dans la construction européenne
2. Partie principale: introduire le système de trois piliers (1^{er} pilier – marché unique, 2^{ème} pilier – la coopération en matière des la politique extérieure et de sécurité, 3^{ème} pilier – la coopération dans le domaine des affaires intérieures et de la justice)
3. Conclusion rôle du traité dans le processus de la construction européenne, création de l'identité politique de l'UE

XII. Commentez les phrases suivantes :

1. Vers 1945 plusieurs dirigeants européens ont alors acquis la conviction que la seule façon de garantir une paix durable entre leurs pays respectifs était de les unir économiquement et politiquement.
2. La CECA a été un tel succès qu'il n'a fallu que quelques années pour que les six mêmes pays décident de faire un pas supplémentaire en procédant à l'intégration d'autres secteurs de leurs économies.
3. En ajoutant ce qui était auparavant une coopération intergouvernementale au système communautaire existant, le traité de Maastricht a donné naissance à l'Union européenne (UE).
4. L'intégration économique et politique des Etats membres de l'Union européenne signifie que ces pays doivent prendre des décisions communes en de nombreuses matières.
5. Les relations de l'Union européenne avec le reste du monde ont également pris de l'importance.

XIII. Jouez un dialogue sur des sujets pareils entre la journaliste et:

1. Un citoyen du pays de l'Europe Orientale
2. Un jeune nationaliste français
3. Une jeune femme qui ne s'intéresse pas à la politique
4. Le Président de la France etc.

XIV. *Etudiez le texte complémentaire:*

L'Europe au quotidien

Ils sont cadre d'entreprise, magistrat, étudiante, enseignant, et ils témoignent de ce que l'appartenance de la France à l'Union Européenne a changé dans leur vie quotidienne.

Dominique Reynié, politologue, spécialiste de l'Europe, est professeur à l'Institut d'études politiques de Paris

D : Que signifie, pour vous, être européen ?

DR : Je suis un véritable « europhile ». La vision du drapeau européen m'emplit d'un vrai sentiment de fierté. A mes yeux, le lancement de la monnaie unique début 2002 fut l'événement le plus important depuis la Libération. La construction européenne, c'est la possibilité pour chaque état membre de trouver sa place dans le nouvel ordre mondial, celui de la globalisation, où l'isolement n'est plus permis.

D : Que pensez-vous de l'élargissement de l'Union Européenne ?

DR : Avec l'entrée de dix nouveaux pays dans l'Union, essentiellement d'Europe centrale et orientale, c'est une longue parenthèse historique, souvent dramatique, qui se referme. Ces états reviennent dans l'espace européen auquel ils appartiennent historiquement et culturellement. Sans ces pays l'Europe ne serait pas l'Europe.

Antoine Lesage est le directeur administratif et financier pour l'Europe centrale et orientale de l'entreprise Dalkia

D : Que signifie pour vous être européen ?

AL : Cela veut dire garder mes racines, françaises, tout en étant partie prenante d'un ensemble plus vaste des pays qui partagent la même histoire et les mêmes besoins de liberté.

D : Vous travaillez pour une entreprise internationale présente dans de nombreux pays européens. Quelles sont les conséquences concrètes de l'élargissement sur votre activité ?

AL : Les futurs membres ne sont pas des inconnus pour nous. Dalkia travaille déjà avec sept d'entre eux : la République Tchèque, la Pologne, la Hongrie, la Slovaquie, la Lituanie, l'Estonie et la Roumanie. Mais leur intégration constitue un plus pour notre activité. L'obligation pour ces pays d'adopter un ensemble de lois en conformité avec la législation européenne, l'acquis communautaire, signifie que nous allons travailler dans un environnement juridique harmonisé. Un autre avantage serait, évidemment, l'entrée de ces états dans la zone euro, la disparition des fluctuations de change étant l'un des principaux atouts pour une multinationale.

Julie Alazard, 22 ans, étudiante en architecture, est arrivée à Rome pour suivre des cours à l'université de La Sapienza Roma Uno

LF : Que signifie, pour vous, être européenne ?

JA : J'y suis très attachée. Même s'il y a en Europe presque autant de langues que de pays, il existe une civilisation européenne, avec son histoire, ses traditions et ses valeurs.

LF : Le programme Erasmus permet à de jeunes Européens d'aller étudier un an à l'étranger. Que pensez-vous de cette expérience ?

JA : C'est formidable. Je suis arrivée à Rome au début de l'année scolaire. Evidemment, j'étais un peu déboussolée. Mais on prend vite ses marques. D'autant que les Romains ont un mode de vie très proche de celui des Parisiens. J'ai eu l'envie d'aller étudier à l'étranger dès que j'ai obtenu mon baccalauréat. J'ai commencé mes études d'architecture à Paris, et, dès la troisième année, l'école nous a prévenus de la possibilité de partir dans le cadre d'Erasmus. Ce programme a un succès fou. A peu près la moitié de ma promotion effectue sa quatrième année à l'étranger. Dans mon université romaine, il y a des étudiants venus de toute l'Europe. C'est une occasion unique de confronter des techniques architecturales différentes. Il y a bien sûr le problème de la langue, mais il n'est pas insurmontable.

Entretiens réalisés par Laurent Destèpe du magasin « LABEL France »

Leçon 6. UE. Marché unique. Elargissement

Substantifs

bien m – товар
service m – услуга
suppression f – отмена
soutien m – поддержка
billet m – бумажные деньги
pièce f – деньги в монетах, разг.
деньги
devise f – валюта
élargissement m – расширение
vague f – волна
adhésion f – присоединение
admission f – принятие

Verbes

se déplacer – перемещаться
s'accroître – увеличиваться, расти
circuler vi – перемещаться
achever vt – закончить
gérer vt – управлять
remplacer vt – заменять
s'agrandir – вырастать,
увеличиваться
s'élargir – расширяться
réjoindre vt – присоединяться
entamer les négociations – начинать
переговоры

Adjectifs

douanier, -ère – таможенный

Marché unique: suppression des barrières commerciales. Il a fallu un certain temps aux Etats membres pour abolir toutes les barrières commerciales qui existaient entre eux et pour faire de leur "marché commun" un véritable marché unique dans lequel les biens, les services, les personnes et les capitaux peuvent

circuler librement. Le marché unique a été officiellement achevé à la fin de l'année 1992, bien qu'il reste encore du travail à faire dans certains domaines, comme la création d'un véritable marché unique des services financiers par exemple.

Au cours des années 1990, il est devenu de plus en plus facile aux citoyens de se déplacer en Europe grâce à la suppression des vérifications d'identité et des contrôles douaniers à la plupart des frontières intérieures de l'UE. Cette évolution a accru la mobilité des citoyens de l'UE. Depuis 1987, par exemple, plus d'un million de jeunes Européens ont eu l'occasion d'étudier à l'étranger avec le soutien de l'Union.

Monnaie unique: euro dans la poche du citoyen européen. En 1992, l'UE a décidé de mettre en place une Union économique et monétaire (UEM) comportant l'introduction d'une monnaie européenne unique gérée par une Banque centrale européenne. Cette monnaie unique est devenue réalité le 1er janvier 2002, lorsque les billets et les pièces en euros ont remplacé les devises nationales de douze des quinze pays de l'Union européenne (l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas et le Portugal).

La famille s'agrandit. L'UE s'est élargie par des vagues d'adhésion successives. Le Danemark, l'Irlande et le Royaume-Uni y ont adhéré en 1973, suivis de la Grèce en 1981, de l'Espagne et du Portugal en 1986 et enfin de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède en 1995. L'Union européenne a accueilli dix nouveaux pays en 2004: Chypre, la République tchèque, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la Slovaquie et la Slovénie. La Bulgarie et la Roumanie les ont rejoints en 2007, la Croatie en 2013. La Turquie entame les négociations d'adhésion en 2005. Afin de permettre à l'UE élargie de fonctionner efficacement, le système décisionnel actuel doit être simplifié. C'est pourquoi le traité de Nice, qui est entré en vigueur le 1er février 2003, a établi de nouvelles règles qui définissent la taille et le mode de fonctionnement de ses institutions. Actuellement 5 Etats ont le statut de candidat : l'Albanie, la Macédoine, la Serbie, la Turquie et le Monténégro. L'Islande ayant adressé la requête en 2009 a gelé les négociations en 2013 et finalement l'a retiré en 2015. Du surcroît, afin de remplacer l'accord de partenariat et de coopération entre l'UE et l'Ukraine de 1998 en 2015 a été adopté l'accord d'association qui est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2016.

I. A. Retenez la formation des verbes suivants:

élargissement	élargir
suppression	supprimer
soutien	soutenir
adhésion	adhérer
admission	admettre

B. Retenez la formation des verbes suivants:

abolir	abolition
--------	-----------

circuler	circulation
déplacer	déplacement
négotier	négociations
fonctionner	fonctionnement
gérer	gestion

II. A. *Trouvez dans le texte les équivalents français des mots suivants:*

1. прерваться
2. в течение
3. перемещаться
4. проверка
5. финансовый

B. *Repalcez les expressions sous la lettre A dans des phrases. Cachez, reprenez:*

- | | |
|---|--|
| 1. L'UE a une politique ...
commune. | 5. Le directeur a fait une ... de la
comptabilité d'une entreprise. |
|---|--|

2. Cet avion ... avec la vitesse du son.

3. J'ai l'ai vu plusieurs fois

4. Elle doit ... cet article pour demain.

III. *Précisez le sens du verbe **achever** dans le texte. Conjuguez-le. Cherchez des équivalents russes des locutions suivantes:* закончить жизнь, чтобы довершить его портрет, сказав эти слова..., это окончательно меня разорило; разг. прикончить, добить, доконать; закончиться.

IV. *Reliez les synonymes des deux colonnes. Cherchez dans le texte les phrases avec les mots et locutions de la première colonne. Reproduisez-en les deux variantes:*

avoir l'occasion
devenir réalité
au cours des années
abolition f
fonctionner
le mode de fonctionnement

travailler, marcher
la façon du travail
avoir la possibilité
s'accomplir, se réaliser
pendant des années
suppression f

V. *Remplacez les mots en caractères gras par leurs équivalents relevés dans le texte. Cachez une partie et reprenez:*

1. Pour mieux se comprendre, il faut démolir **les obstacles** culturelles.

2. Ce système **régit** une base de données.

3. Le touriste a besoin de changer son **argent**.

4. Comment **a-t-il reçu** cette nouvelle?

5. Ils **commencent** leur travail.

VI. Conjuguez au présent de l'indicatif le verbe **adhérer**. Nommez son participe passé. Faites-le entrer dans les phrases.

VII. A. Traduisez en russe les groupements des mots suivants:

1. товары, услуги, люди и капиталы могут свободно перемещаться
2. устранить торговые барьеры
3. отмена проверки документов и таможенного контроля
4. внутренние границы
5. увеличить мобильность граждан
6. Экономический и валютный союз
7. Центральный Европейский банк
8. евро заменило национальную валюту
9. принимать десять новых стран

B. Traduisez en français les phrases suivantes. Rreproduisez-les:

1. Le marché unique a été officiellement achevé à la fin de l'année 1992, bien qu'il reste encore du travail à faire dans certains domaines, comme la création d'un véritable marché unique des services financiers par exemple.
2. Depuis 1987, par exemple, plus d'un million de jeunes Européens ont eu l'occasion d'étudier à l'étranger avec le soutien de l'Union.
3. Cette monnaie unique est devenue réalité le 1er janvier 2002, lorsque les billets et les pièces en euros ont remplacé les devises nationales de douze des quinze pays de l'Union européenne (l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas et le Portugal).
4. L'UE s'est élargie par des vagues d'adhésion successives. Le Danemark, l'Irlande et le Royaume-Uni y ont adhéré en 1973, suivis de la Grèce en 1981, de l'Espagne et du Portugal en 1986 et enfin de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède en 1995. L'Union européenne a accueilli dix nouveaux pays en 2004: Chypre, la République tchèque, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la Slovaquie et la Slovénie. La Bulgarie et la Roumanie les ont rejoints en 2007, la Croatie en 2013. La Turquie entament les négociations d'adhésion en 2005.

5. C'est pourquoi le traité de Nice, qui est entré en vigueur le 1er février 2003, a établi de nouvelles règles qui définissent la taille et le mode de fonctionnement de ses institutions.

IX. Remplissez les lacunes:

L'Union européenne a connu plusieurs _____ depuis sa création. De plus en plus de pays sont venus rejoindre les six premiers Etats membres. L'UE compte aujourd'hui _____ membres.

A l'origine, six pays – _____, _____, _____, _____, _____ et _____ – ont fondé la Communauté européenne du charbon et de l'acier en _____, suivie par la Communauté économique européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique en _____.

Depuis, cinq élargissements ont suivi :

En 1973, _____, _____ et _____ ont rejoint l'Union européenne.

En 1981, _____ est devenue un Etat membre.

En 1986, _____ et _____ sont devenus membres.

En 1995, _____, _____ et _____ ont rejoint l'UE.

En 2004, l'UE a connu un élargissement historique en s'ouvrant à 10 pays d'Europe centrale et orientale et de la région méditerranéenne : _____, _____, _____, _____, _____, _____, _____ et _____. Cet événement unique et historique a marqué la réunification de l'Europe après des décennies de division pendant la guerre froide.

L'adhésion de _____ et de _____ en 2007 complète le cinquième élargissement de l'UE entamé en mai 2004.

X. Trouvez dans le texte les moyens de liaison. Exipliquez leur emploi.

XI. Faites l'exposé du sujet « Traité de Maastricht » en utilisant le schema et les phrases clés suivants:

1. Introduction. Plusieurs étapes d'élargissement, 6 pays à l'origine, 28 membres de nos jours.
2. Développement
 - a) Dates d'adhésion et pays admis
 - b) Critères d'adhésion: fonctionnement démocratique stable, économie de marché prospère etc.
 - c) Conséquences d'adhésion (contribuer à transformer les pays d'Europe centrale et orientale en démocraties modernes et solides; favoriser étendre la paix, la stabilité, la prospérité, la démocratie, les droits de l'homme et l'état de droit partout en Europe; inspirer de profondes réformes dans les pays candidats et candidats potentiels etc.)
3. Conclusion. Elargissement comme un processus de réunification de l'Europe selon les principes et les valeurs communs. Identité européenne.

XII. Préparez un des sujets suivants pour la conférence « Histoire et actualité de l'UE » consacrée à l'histoire de l'Union Européenne et aux problèmes actuels qu'elle face aujourd'hui:

1. L'idée de l'intégration européenne au cours des siècles. L'idée des Etats-Unis de l'Europe
2. R. Schumann et J. Monné : rôle de leurs personnalités dans la construction européenne
3. Traités de Rome
4. La Grande-Bretagne dans l'UE: « cheval de Troia » américain en Europe?
5. Acte Unique Européenne et création du marché unique
6. Traité de Maastricht et naissance de l'Union Européenne
7. Traité d'Amsterdam
8. Traité de Nice
9. Elargissement de l'Union Européenne 2004: causes et conséquences
10. Projet de la Constitution.
11. Symboles et le hymne de l'Union Européenne
12. Institutions et système de la prise de décision

XIII. Discutez en groupes ou faites un essai d'après un des sujets suivants:

1. Influence de l'intégration européenne sur les identités nationales
2. Constitution européenne: arguments pour et contre
3. Pourquoi l'UE renforce son identité politique sur la scène internationale?

Leçon 7. Unicef

issus de – вышедший из,
происходящий из
viser à f. qch – иметь целью
VIN - ВИЧ
être guidé par – руководствоваться
être inscrit, e – быть вписанным
s'efforcer de f. qch – стараться
épanouissement m – расцвет
œuvrer pour - способствовать
nutrition f – питание
assainissement m – оздоровление
fournisseur m – поставщик
contribution f – вклад
fondation f - фонд
entreprise f – предприятие
particulier m – частное лицо
entrepotage m – хранение
comité m – комитет

bureau m – бюро; отдел; президиум
veiller à – следить за
mettre sur pied – начать, основать
assumer qch – брать на себя
coûteux, se – дорогостоящий
allaitement m – кормление грудью
vaccination f – вакцинация
cessez-le-feu m – прекращение
военных действий
ajustement m – урегулирование
être défendu, e – быть запрещенным
application f - применение
rédiger vt – составлять
évaluer vt – оценивать
éclatement m – взрыв
opinion f – мнение
être digne de – быть достойным
avenir m – будущее

impulsion f – толчок
profiter de – пользоваться

campagne f – кампания

L'Unicef, Fonds des Nations unies pour l'enfance, fait partie des agences de l'ONU. Son rôle est d'assurer à chaque enfant, santé, éducation, égalité et protection. L'Unicef intervient dans près de 157 pays et territoires et a une représentation dans les pays industrialisés à travers 37 comités nationaux, dont l'Unicef France.

OBJECTIFS DU MILLENAIRE. Ces objectifs, issus de la Déclaration adoptée en 2000 par 189 pays, visent à remédier d'ici 2015 à la pauvreté, la faim, la mortalité infantile, au VIH et à d'autres maladies. A l'expiration de la durée du programme sur la réalisation des objectifs du millénaire, en 2015 les Etats membres de l'ONU ont conçu le dessein d'adopter "Agenda 2030" qui va mener les 15 prochaines années pour exterminer la pauvreté, l'inégalité et l'injustice. Cette démarche est beaucoup plus inclusive car les gouvernements ont impliqué les entreprises, la société civile et les citoyens.

L'organisation, guidée par les normes et principes inscrits dans la Convention internationale relative aux droits de l'enfant, s'efforce de créer les conditions nécessaires pour l'épanouissement des enfants, du plus jeune âge jusqu'à la fin de l'adolescence.

Depuis sa création en 1946, l'Unicef œuvre pour la protection des droits de l'enfant, l'éducation pour les garçons et pour les filles, la santé, la vaccination, la nutrition, l'eau, l'hygiène et l'assainissement. L'Unicef est le premier fournisseur mondial de vaccins pour les pays en développement. L'Unicef est entièrement financé par des contributions volontaires de gouvernements (70%), de fondations, d'entreprises et de particuliers.

EQUIPEMENT

- **Directeur général** : M. Anthony Lake.
- Le **Conseil d'administration** siège à New York. Il est composé de 36 membres qui définissent les orientations politiques, examinent les programmes et votent le budget.
- **Centre de recherche** Innocenti à Florence.
- **Approvisionnement et logistique** : les centres Unicef situés à Johannesburg, Dubaï et Panama sont gérés depuis le centre d'entrepôt de Copenhague.
- 37 comités nationaux, 8 bureaux régionaux, 126 bureaux de terrain.

HISTOIRE. Depuis sa création en 1946, l'Unicef, Fonds des Nations unies pour l'enfance, est la première organisation du monde consacrée aux enfants. Elle veille à apporter à chacun d'entre eux santé, éducation, égalité, protection.

11 décembre 1946: L'Assemblée générale des Nations unies crée le Fonds des Nations unies pour l'enfance.

1947: L'Unicef, à la demande de la Croix-Rouge scandinave, met sur pied sa plus importante campagne de vaccination jusque alors : des millions d'enfants en Europe sont vaccinés contre la tuberculose.

1953: L'Assemblée générale des Nations unies décide de créer officiellement une Journée mondiale de l'enfant, afin de soutenir l'Unicef dans ses objectifs.

1959: Le 13 juin, Hans Conzett fonde le Comité suisse pour l'Unicef qu'il présidera jusqu'en 1965. L'Unicef reçoit le Prix Nobel de la paix.

1967: L'Unicef apporte une aide d'urgence lors de la guerre du Biafra.

1976: À travers les « services de base en faveur de l'enfant », l'Unicef donne la priorité, dans l'aide au développement, à la santé, l'alimentation, l'eau et l'éducation.

1979: Année internationale de l'enfant, projet d'une Convention relative aux droits de l'enfant. L'Unicef assume la direction de la mission internationale d'aide d'urgence au Cambodge.

1982: L'Unicef lance son programme « GOBI », des mesures simples et peu coûteuses pour renforcer les chances de survie des enfants. Il comprend des contrôles de poids, la réhydratation orale en cas de diarrhées, la promotion de l'allaitement ainsi que des campagnes de vaccination contre les six maladies infantiles (diphthérie, coqueluche, tétanos, tuberculose, rougeole).

1985: L'Unicef obtient un cessez-le-feu dans la guerre civile au Salvador. 250 000 enfants y sont vaccinés en trois jours.

1986: Les premiers congrès sur les enfants des rues ont lieu au Brésil. L'Unicef soutient l'organisation d'un mouvement en faveur des enfants des rues dans 300 communes.

1987: L'Unicef publie les résultats de l'étude « L'Ajustement à visage humain ». Y sont considérées les conséquences sociales de la politique d'adaptation des structures conseillée par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Les intérêts des enfants pauvres et de leur famille y sont défendus.

1989: Le 20 novembre, l'Assemblée générale des Nations unies adopte la Convention relative aux droits des enfants. L'Unicef est chargé de soutenir le comité de l'ONU pour les droits de l'enfant nouvellement créé, de conseiller les gouvernements sur l'application concrète de la Convention et de rédiger des rapports pour évaluer les actions entreprises.

1990: Le 30 septembre se tient à New York le Sommet mondial pour les enfants. Chefs d'Etats et de gouvernements de 71 pays s'engagent à améliorer de façon décisive d'ici l'an 2000 l'apport alimentaire, l'accès au système de santé ainsi que la scolarisation des enfants.

1992: L'Unicef met sur pied des programmes d'aide destinés à l'Europe de l'Est.

1993: Dès l'éclatement de la guerre dans les territoires de l'ex-Yougoslavie, l'Unicef s'efforce d'apporter une aide d'urgence aux femmes et aux enfants.

1994: Génocide au Rwanda: En l'espace de trois mois, un million d'êtres humains est tué, dont 300 000 enfants. La réponse de l'Unicef constitue l'une des plus importantes aides d'urgence de son histoire.

1996: L'Unicef fête ses cinquante ans. En Suisse, l'année se déroule sous le slogan: « L'enfance aux enfants », une campagne qui cherche à attirer l'attention de l'opinion sur le droit des enfants à une vie digne de ce nom et à un avenir meilleur.

1997: La campagne internationale pour l'interdiction des mines antipersonnel, à laquelle participe l'Unicef, conduit quelque 120 Etats à signer l'accord d'Ottawa pour une interdiction totale de ces mines. La campagne reçoit le Prix Nobel de la paix.

2000: Le Sommet du millénaire organisé par l'ONU a lieu à New York du 6 au 8 septembre. La communauté internationale renforce entre autres ses engagements en faveur de la formation des filles.

2001: Lancement de la campagne mondiale « Dites oui pour les enfants » qui vise à appuyer des initiatives pour améliorer la vie des enfants.

2002: Première session extraordinaire des Nations unies consacrée aux enfants, comptant notamment des enfants parmi ses délégués officiels. Les progrès accomplis depuis le Sommet mondial pour les enfants de 1990 sont examinés et une nouvelle impulsion est donnée à l'engagement de la communauté internationale en faveur des droits de l'enfant.

2004: Le 26 décembre, un tsunami entraîne la mort de 280 000 personnes, principalement en Asie. 3,5 millions de personnes profiteront de l'aide de l'Unicef.

2005: L'Unicef lance le 25 octobre une grande campagne « Unissons-nous pour les enfants contre le sida ».

I. Formez les substantifs à partir des verbes suivants, faites-les entrer dans les phrases: mourir, assainir, fournir, contribuer, fonder, mettre, servir, cessez-le-feu, appliquer, éclater, lancer.

II. A. Trouvez dans le texte les équivalents français des locutions suivantes:

1. быть полностью финансируемым
2. определять политические направления
3. национальный комитет
4. голосовать за бюджет
5. посвященный детям
6. пройти вакцинацию против туберкулеза
7. быстро оказать помощь
8. оценить сделанное
9. улучшить коренным образом
10. запустить программу

B. Repalcez les expressions sous la lettre A dans des phrases. Cachez une partie et reprenez:

6. avancement m
7. résultat m
8. utilisation f, exécution f
9. entrée f
10. incontestable, indiscutable, irréfutable

V. Remplacez les mots en caractères gras par leurs équivalents relevés dans le texte. Cachez une partie et reprenez:

1. L'idéologie de la France est basée sur des principes **résultant de** la Révolution.

2. Le match amical **marqué** aujourd'hui dans mon agenda s'est passé dans les meilleures conditions.

3. Je voterai **pour** ce candidat.

4. Cet article **se rapporte à** un sujet d'actualité.

5. Je te **recommande** d'être très discret.

6. *Ecrire* le résumé ne prend pas beaucoup de temps si l'on en a l'expérience.

7. La cérémonie **s'est passée** dans le calme.

8. Cette technique **a perfectionné** la qualité du vin.

9. Le conseil général souhaite donner **de l'essor** à l'artisanat d'art.

10. Elle **jouit** un peu **de** la vie.

VI. Conjuguez au présent de l'indicatif les verbes **assainir**, **fournir**. Nommez leur participe passé. Faites-les entrer dans les phrases.

VII. Traduisez en russe les phrases suivantes:

1. 1953: L'Assemblée générale des Nations unies décide de créer officiellement une Journée mondiale de l'enfant, afin de soutenir l'Unicef dans ses objectifs.
2. 1982: L'Unicef lance son programme « GOBI », des mesures simples et peu coûteuses pour renforcer les chances de survie des enfants.
3. Y sont considérées les conséquences sociales de la politique d'adaptation des structures conseillée par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international.
4. L'Unicef est chargé de soutenir le comité de l'ONU pour les droits de l'enfant nouvellement créé, de conseiller les gouvernements sur l'application

concrète de la Convention et de rédiger des rapports pour évaluer les actions entreprises.

5. 2002 : Première session extraordinaire des Nations unies consacrée aux enfants, comptant notamment des enfants parmi ses délégués officiels.

VIII. Trouvez dans les texte les équivalents français des phrases suivantes.

Rreproduisez-les:

1. Организация старается создать условия, необходимые для благополучия детей от самого раннего и до подросткового возраста.
2. ЮНИСЕФ полностью финансируется добровольными взносами правительств стран, фондов, предприятий и частных лиц.
3. Ее цель состоит в том, чтобы обеспечить каждому ребенку здоровье, образование, равенство, защиту.
4. В 1985 г. ЮНИСЕФ добивается прекращения гражданской войны в Сальвадоре.
5. Международное сообщество продолжает, в том числе, прикладывать усилия в области образования девочек.

IX. Répondez aux questions suivantes:

1. Dans quelle organisation l'Unicef entre-t-il? A quelle catégorie de la population vise-t-il?
2. Dans combien de pays et territoires l'Unicef a-t-il sa représentation? Par combien de comités?
3. Quel est le but de l'Unicef, selon la Déclaration de 2009?
4. Quel document est pris pour base par l'Unicef? Quels sont les principes qui y sont inscrits?
5. Quelles sont ses principales directions?
6. Par qui l'Unicef est-il financé?
7. Quel est l'équipement de l'Unicef?
8. Quelles sont les dates-clés dans l'histoire de l'Unicef?

X. Analysez et expliquez le sens des noms de l'étude «Ajustement à visage humain», des campagnes « Dites oui pour les enfants », « Unissons-nous pour les enfants contre le sida », du slogan « Enfance aux enfants ». Traduisez-les.

XI. Composez le plan du texte. Résumez-le d'après le plan composé.

XII. Commentez les phrases suivantes:

1. Le rôle de l'Unicef c'est d'assurer à chaque enfant, santé, éducation, égalité et protection.
2. L'organisation, guidée par les normes et principes inscrits dans la Convention internationale relative aux droits de l'enfant, s'efforce de créer les conditions nécessaires pour l'épanouissement des enfants, du plus jeune âge jusqu'à la fin de l'adolescence.

3. L'Unicef est entièrement financé par des contributions volontaires de gouvernements (70%), de fondations, d'entreprises et de particuliers.

XIII. Discutez en groupes ou faites un essai d'après un des sujets suivants:

1. Qu'est-ce qui pousse les gouvernements, les fondations les entreprises et les particuliers à sacrifier de l'argent à l'Unicef?
2. Comment pouvez-vous apprécier l'activité de l'Unicef (Servez-vous des mots et expressions suivants: efficace, actif, puissant, capable, compétent, efficient, utile, secourable, produire l'effet attendu, l'action de qn qui aboutit à des résultats utiles, obtenir de bons résultats; inefficace, inopérant, incapable, incompetent, inutile).

XIV. Etudiez le texte complémentaire:

Né en 1964, le Comité français pour l'Unicef (ou Unicef France) est une association à but non lucratif, régie par la loi de 1901 et reconnue d'utilité publique. C'est le relais entre le siège new-yorkais de l'Unicef international et le public français.

L'Unicef France dialogue avec les pouvoirs publics, des ONG et des institutions internationales. Il a pour mission d'informer le public français sur les problèmes des enfants dans les pays en développement, et plus particulièrement dans les situations de détresse. Il veille à l'application de la convention des droits de l'enfant en France.

L'Unicef France mène des actions d'éducation, d'information, de plaidoyer dans tous les domaines liés à l'enfance, soutient des programmes de terrain et contribue à l'accroissement des ressources de l'Unicef international. En 2004, notre plaidoyer en France s'est traduit par 70 expositions locales et un renforcement de notre réseau des Villes amies des enfants. Début 2006, ce réseau a dépassé les 100 villes labellisées.

L'Unicef France collecte des fonds pour les programmes terrain et pour financer ses actions. Il vend des cartes de vœux, des jeux et d'autres produits. Il organise des campagnes d'appels de fonds auprès des particuliers et des entreprises et reçoit des legs et donations.

L'Unicef France, dont le siège est situé à Paris, emploie une cinquantaine de salariés, répartis en quatre directions :

- une direction **Administration et Finances**, qui gère et contrôle l'ensemble des ressources de l'association,
- une direction **Information et communication**, qui médiatise en France les actions de l'Unicef menées partout dans le monde et coordonne les activités de plaidoyer,
- une direction **Développement**, qui collecte des fonds par le biais de partenariats avec les entreprises, de campagnes publicitaires, de ventes de cartes de vœux, de campagnes d'appels aux dons, etc,
- une direction **Vie associative**, qui assure la coordination entre le siège et tous les comités départementaux et favorise la décentralisation des actions

entreprises au niveau national par un soutien, une gestion et une animation permanente des équipes bénévoles (réunions, formations, assemblées générales).

Dans les départements, ce sont plus de 4000 bénévoles permanents et 2000 bénévoles ponctuels qui relaient l'action de l'Unicef en France et développent des activités basées sur les trois volets de notre mission :

- informer pour sensibiliser les publics sur la situation de l'enfance défavorisée dans les pays en développement et sur le rôle de l'Unicef,
- collecter des fonds par la vente de cartes de vœux et produits, par la sollicitation aux dons et aux legs, par l'organisation de manifestations, etc, représenter l'Unicef auprès des pouvoirs publics.
- Le comité français, avec sa collecte des fonds, contribue au budget général de l'UNICEF et au financement de ses actions. L'Unicef France est reconnue d'utilité publique depuis 1970. L'Unicef France soutient la lutte contre le sida dans 18 pays.

Etat des actions de l'Unicef France dans la lutte contre le VIH/sida auprès des enfants.

En 2005, l'Unicef lançait la campagne mondiale *Unissons-nous pour les enfants contre le sida*. Pour sa part, l'Unicef France a décidé de dédier à la lutte contre le VIH/sida chez les enfants une part toujours plus importante de son soutien direct aux programmes de terrain. Durant l'année 2005, ce domaine représentait près de 30% du soutien direct annuel de l'Unicef France aux équipes de terrain. En 2006, c'est près de 55%. La lutte contre le VIH/sida s'impose ainsi en véritable priorité.

23 programmes

Le premier anniversaire de la campagne mondiale *Unissons-nous pour les enfants, contre le sida* a légitimement rappelé que les enfants sont trop longtemps restés la face cachée de la pandémie. A l'heure où une réponse globale est réclamée, l'Unicef France a décidé de s'engager fortement autour de deux axes prioritaires de cette lutte :

- l'accès aux **traitements antirétroviraux pédiatriques** et la prise en charge de qualité des enfants infectés ;
- la **prévention de la transmission du virus de la mère à l'enfant (PTME)**.

A l'heure actuelle, l'Unicef France finance des programmes autour de ces deux axes « médicaux » dans 11 pays d'Afrique et d'Asie. Au Malawi par exemple, l'Unicef France soutient la prise en charge et les soins de 8000 enfants infectés par le VIH/sida et ce jusqu'en 2008. Au Rwanda, les actions financées par l'Unicef France devraient permettre, d'ici 2010, d'assurer l'accès universel aux soins et aux traitements antirétroviraux pour les enfants infectés par le VIH/sida.

En 2015 sauf la réalisation des programmes sur la scolarisation des enfants syriens en manquant aux termes de la guerre, l'Unicef a entamé l'assistance temporaire aux enfants réfugiés n'ayant pu rejoindre l'Europe. Ce projet a pour mission d'aboutir au nombre de 460 000 enfants scolarisés pour la fin de l'année 2016.

En mars 2016 on prévoit l'organisation d'une nuit d'eau dans les piscines en France dans un mouvement de la solidarité. Cet événement est fait en faveur d'un programme d'accès à l'eau et l'assainissement dans les écoles du Togo. A savoir, la nuit similaire 2015 a aidé à collecter 200 mille euros pour ces fins.

En Amériques et Caraïbes, où les réponses médicales sont plus satisfaisantes mais où les infections auprès des jeunes augmentent de manière inquiétante, notre action se dirige exclusivement vers la sensibilisation, la prévention de la transmission chez les jeunes et le soutien aux orphelins du sida. En Haïti, par exemple, l'Unicef France soutient les efforts entrepris par les communautés, pour fournir des services de base et une aide sanitaire et sociale à plus de 5000 enfants orphelins ou rendus vulnérables à cause du sida.

Etre présent, là où les besoins sont essentiels

Le choix de l'Unicef France s'oriente sur les pays où les besoins sont criants et où notre soutien peut faire une réelle différence.

En Ouganda, par exemple, nous soutenons le développement des soins pour les enfants infectés par le VIH/sida dans le nord du pays, qui est la région où les services de santé sont les moins développés à cause de la guerre et où les conditions de développement de l'épidémie sont dangereusement réunies.

Au Kenya et au Mozambique, l'aide directe de l'Unicef France s'est dirigée vers des programmes particulièrement innovants faisant le lien entre état nutritionnel des enfants et traitements du VIH/sida. Les enfants vivant avec le VIH/sida, en effet, ont des besoins nutritionnels plus élevés et nécessitent un suivi particulièrement précis. Ainsi au Mozambique, le programme financé par l'Unicef France vise l'amélioration du statut et du suivi nutritionnel des 10 000 enfants infectés ou exposés au VIH/sida.

S'inscrire dans la durée pour faire la différence

Dans un pays comme le Cambodge, l'Unicef France a décidé d'avoir une approche plus globale et de s'attaquer, à long terme, à l'ensemble des dimensions de la lutte contre le VIH/sida. Ainsi, nous sommes fortement présents sur l'accès aux traitements et le développement de soins médicaux pour les mères et les enfants infectés par le VIH/sida. Mais nous soutenons dans un même effort, la prévention de la transmission auprès des jeunes et le soutien des familles que le VIH/sida a rendu particulièrement vulnérables. Dans ce pays qui compte actuellement plus de 12 000 enfants infectés par le VIH/sida, notre soutien a débuté en 2002 et sera maintenu fortement au moins jusqu'en 2008.

Nous avons le même type d'approche globale au Lesotho où l'Unicef France est l'un des tout premiers partenaires des équipes de terrain de l'Unicef en ce qui concerne la lutte contre le sida chez les mères et les enfants.

A l'heure actuelle, le budget total des 23 programmes de lutte contre le VIH/sida que nous soutenons s'élève à près de 15 M€, répartis sur plusieurs années.

En 2006, l'Unicef France soutient la lutte contre le VIH/sida dans les pays suivants :

- Bénin (PTME, soins et traitements pédiatriques),

- Brésil (prévention de la transmission chez les jeunes),
- Cambodge (PTME, soins et traitements pédiatriques, prévention de la transmission chez les jeunes),
- Cameroun (prévention de la transmission chez les jeunes),
- Chine-Tibet (prévention de la transmission chez les jeunes),
- Djibouti (PTME),
- Haïti (protection des orphelins et enfants vulnérables),
- Jamaïque (prévention de la transmission chez les jeunes),
- Kenya (prévention de la transmission chez les jeunes, soins et traitements pédiatriques),
- Lesotho (soins et traitements pédiatriques, PTME),
- Malawi (soins et traitements pédiatriques, PTME),
- Mozambique (soins et traitements pédiatriques, protection des orphelins et enfants vulnérables),
- Ouganda (soins et traitements pédiatriques, PTME),
- République Centrafricaine (PTME),
- Rwanda (soins et traitements pédiatriques),
- Tanzanie (Protection des orphelins et enfants vulnérables),
- Tchad (prévention de la transmission chez les jeunes),
- Zambie (soins et traitements pédiatriques, PTME).

Leçon 8. Médecins sans frontières

Exercice préliminaire. Regardez la vidéo sur le site www.msf.fr.

pandémie пандемия, эпидемия
 exclusion f исключение, изъятие
 nécessiter vt требовать
 générosité f великодушие;
 благородство; щедрость
 secours m помощь; выручка
 indissociable неразрывный,
 неотделимый
 de terrain на месте
 exaction f pl репрессии, бесчинства
 DNDI Drugs for Neglected Diseases
 initiative
 Barrage m застава; заграждение;
 преграда; цепь
 soigner vt лечить
 combat m схватка

emprisonné, e заключенный в
 тюрьму
 blessé, e раненый
 désespéré, e обезнадёженный
 découragement m уныние, упадок
 духа
 brasero [-ze-] m жаровня
 cercueil m гроб
 génocide m геноцид
 massacrer производить массовое
 избиение, резню, избивать,
 истреблять; изрубить, переколоть
 extermination f истребление,
 уничтожение; искоренение
 obus m артиллерийский снаряд;
 мина

Médecins Sans Frontières est une association médicale humanitaire internationale, créée en 1971 à Paris par des médecins et des journalistes. Sans prétendre « changer le monde », MSF apporte son aide à ceux dont la survie est menacée par des crises dues à la violence ou à la négligence cynique d'autres hommes. Elle délivre ses secours en toute indépendance et impartialité et se réserve le droit de s'exprimer publiquement sur les situations dont ses équipes peuvent être témoin.

Depuis plus de trente ans, Médecins Sans Frontières apporte une **assistance médicale** à des populations aux prises avec des crises menaçant leur survie : principalement en cas de conflits armés, mais aussi d'épidémies, de pandémies, de catastrophes naturelles ou encore d'exclusion des soins. Toutes ces situations nécessitent des ressources médicales et logistiques adaptées.

Indépendante de tous les pouvoirs politiques, religieux ou militaires, MSF agit en toute impartialité, après évaluation des besoins médicaux des populations. La garantie de l'indépendance de l'association s'enracine dans son financement, assuré à plus de 80% par la générosité de ses donateurs privés. En France, en 2008, 99% des ressources de MSF étaient d'origine privée (voir Nos comptes). Aucun fonds n'est accepté du gouvernement français.

Réunies autour d'une même **charte**, les équipes de MSF sont composées de personnel médical, logistique et administratif de dizaines de nationalités différentes, expatriés ou employés localement. Elles apportent leurs secours dans le respect des principes de l'action humanitaire et de l'éthique médicale.

Cette action médicale est indissociable du **témoignage** lié à nos activités de terrain. Nous pouvons prendre la parole publiquement pour tenter de faire sortir une crise de l'oubli, alerter l'opinion sur des exactions commises loin des caméras, critiquer les insuffisances du système de l'aide, ou lorsque l'aide est détournée de son objectif premier pour servir des intérêts politiques.

Refusant l'idée d'une médecine au rabais pour les pays pauvres, nous nous efforçons d'apporter des soins de qualité à nos patients et de faire évoluer nos pratiques. Au travers de la **Campagne d'Accès aux Médicaments Essentiels**, et depuis quelques années le **DNDI**, nos actions ont contribué à la baisse du prix des traitements contre le sida, et à la relance de la recherche et du développement de médicaments pour traiter des maladies négligées comme la maladie du sommeil.

Devenue un **mouvement international**, notre organisation regroupe 19 associations, chacune placée sous la responsabilité d'un **Conseil d'administration** élu par les membres lors d'une assemblée générale annuelle. Grâce à ce large réseau, Médecins Sans Frontières dispose d'importants moyens financiers, humains et logistiques.

QUI SONT LES ADHERENTS? Les adhérents de l'association sont essentiellement les **personnels en mission** sur le terrain ou ayant effectué des missions avec MSF.

Le maintien de leur adhésion les autres années, ainsi que l'adhésion des personnels recrutés localement dans les pays d'intervention de MSF, se font par une **démarche volontaire** de leur part.

Le Conseil d'administration se réserve aussi le droit d'admettre en qualité de membre toute personne qui en fait la demande et dont la compétence peut être utile pour mener à bien les opérations de l'association (ethnologues, sociologues, journalistes, etc.).

LE RÔLE DU GUPA. La vie associative au sein de MSF est gérée par le « **guichet unique du pôle associatif** » (GUPA).

Cette structure est chargée de traiter les questions administratives (adhésion, vote à distance, etc.), d' **informer** les membres et de **faire vivre le débat** autour des problématiques qui intéressent MSF et ses adhérents via différents outils (publications écrites, site internet associatif réservé aux membres, forums, etc.)

En 2008, MSF comptait **1 377 membres** à jour de leur cotisation et donc en droit de voter lors de l'élection des membres du Conseil d'administration à l'assemblée générale. En 2015 le nombre total de membres atteint plus de 34 milles personnes.

Histoire en bref. Nous vous proposons de parcourir l'histoire de notre association à travers 14 événements clés et des images d'archives. La frise à droite propose une chronologie plus complète de ces 30 années d'action humanitaire.

1971 Création de l'association. "Le 22 décembre 1971, on votera donc cette mobilisation de volontés déterminées à faire tomber tous les barrages, toutes les frontières qui se dressent encore entre ceux qui ont vocation de sauver, de soigner, et les victimes de la barbarie humaine ou de ces dérèglements de la nature, raz-de-marée, tremblements de terre et autres catastrophes qui endeuillent les pays souvent les moins préparés à y faire face."

1976 Beyrouth, l'apprentissage de la guerre. "Notre véhicule ne portait aucune marque distinctive : utile chez les uns, elle nous aurait fait courir de grands risques chez les autres. Musulmans et chrétiens se sont succédés sur le siège du chauffeur pour nous permettre de traverser les différentes zones de Beyrouth et parvenir à notre hôpital ouvert dans la zone de combats."

1980 Premiers pas dans l'hiver afghan. "Ce n'est pas sans difficultés inouïes que nous avons pu mettre cette mission sur pied et je ne vois que peu d'occasions (...) qui nous aient fait rencontrer autant d'obstacles. Tous ont accepté de prendre le risque de la clandestinité, celui de l'isolement à l'intérieur du pays, le danger d'être surpris dans un combat, emprisonné, blessé ou pire encore."

1984 Éthiopie : une famine annoncée. "Sécheresse, famine, maladie, l'ampleur du désastre est à peine croyable. Peut-on seulement imaginer que plus de 1.500 Éthiopiens meurent chaque jour, faute de soins et de nourriture ? Certes, la mobilisation internationale commence à porter ses fruits. Mais, pourtant, tout reste à faire. Chaque jour, notre équipe est confrontée à des situations désespérées. [...] 300.000 morts en 1984. Il n'y a pas loin de là au découragement."

1988 Arménie : quand tout s'effondre. "Le long des rues noires, dans le froid, on rencontrait des silhouettes qui marchaient, sans but, stupéfaites. La ville était prise dans une boue glacée et grise. Et ces braseros rougeoyant dans la nuit sans espoir, [...], ces milliers de cercueils répandus dans les rues rappelaient certaines gravures du Moyen-Age... c'était la fin du monde."

1991 Kurdistan irakien : des toits de chiffon. "Guerre contre l'Irak, exode dramatique des Kurdes, choléra en Amérique latine, guerre en Somalie, cyclone au Bangladesh... Depuis le début de cette année 1991, entre les catastrophes naturelles, les désastres causés par les hommes et les conflits qui s'éternisent, le monde semble être entré dans un tourbillon de tragédies."

1994 Rwanda : "on n'arrête pas un génocide avec des médecins". "Au Rwanda, en deux mois, des centaines de milliers d'être humains ont été massacrés. [...] Depuis la seconde guerre mondiale il y a cinquante ans, l'extermination planifiée et méthodique d'une communauté porte un nom : GENOCIDE. Nous en sommes aujourd'hui les témoins directs."

1995 Srebrenica, l'abandon. "La chute tragique de l'enclave musulmane de Srebrenica a commencé soudainement le 6 juillet. Le 11 juillet toute la population a été contrainte de fuir sous une pluie d'obus, abandonnant ses biens, les maisons et les réserves de nourriture, poussée vers un futur incertain. Les familles ont ensuite été séparées avant d'être déportées."

1999 Prix Nobel à sa façon. "J'espère que le Prix Nobel de la Paix récompense l'action qui fait la spécificité de Médecins Sans Frontières. Qu'il récompense bien la reconnaissance d'un humanitaire civil et totalement indépendant des influences politiques et militaires, d'un humanitaire de révolte contre l'injustice et la persécution."

2000 France : la CMU permet l'accès aux soins pour tous. "... nous refusons que dans notre pays se mette en place une médecine à deux vitesses. Le rôle de MSF n'est pas de multiplier les dispensaires et de fabriquer une médecine au rabais, mais de rendre aux exclus l'accès à un système de santé qui est aussi le leur. C'est l'avenir même de notre société qui est en jeu."

2001 Thaïlande : des trithérapies pour soigner les malades du sida. "Avant les trithérapies, nous soignons des patients qui allaient mourir. Avec les trithérapies, même un patient présentant un stade avancé de la maladie a une chance de s'en sortir."

2002 Angola : l'urgence après 27 années de guerre civile "Je suis choqué. Je ne m'attendais pas à cela, à une situation aussi catastrophique ! En quarante ans de médecine, je ne me suis jamais habitué à la mort d'un enfant."

2004 Soudan - Darfour : ils ont survécu aux violences, ne les laissons pas mourir de maladies "Malheureusement, nos actions restent une goutte d'eau dans l'océan par rapport aux gigantesques besoins."

2005 Tsunami – arrêt des dons «Quelques jours après le gigantesque tsunami qui s'est abattu sur plusieurs pays d'Asie du Sud-Est, le 26 décembre 2004, des équipes de Médecins Sans Frontières ont commencé à travailler aux côtés des équipes nationales, afin de fournir une assistance aux personnes ayant besoin de soins médicaux, de nourriture, d'eau, d'abris et d'autres nécessités de base.» «Cesser d'accepter des fonds pour les victimes du tsunami moins d'une semaine après la catastrophe a peut-être été la décision la plus controversée de MSF. Malgré cette annonce, dans un élan extraordinaire de solidarité, les sections de MSF ont reçu au total 110 millions d'euros, alors que les premières prévisions

nous indiquaient que 25 millions d'euros seraient suffisants pour répondre aux besoins identifiés pour l'année 2005. »

2010 Haïti – au coeur de l'urgence «Le 13 septembre, au lendemain du séisme majeur qui a ravagé le pays, les équipes sur place témoignent de l'ampleur des dégâts. » « *La situation est chaotique* », décrit Stefano Zannini, l'un des responsables MSF.

www.msf.fr

I. Nommez les substantifs ayant la même racine que les verbes suivants. Marquez leur genre: s'enraciner, agir, expatrier, regrouper, dérégler, ouïr, être confronté, s'éterniser, être déporté, survivre.

II. A. Trouvez dans le texte les équivalents français des locutions suivantes:

1. **новый подъём; оживление; активизация**
2. **выполняющий задание; имеющий временное поручение; в командировке**
3. **нанятый на месте**
4. **членский взнос**
5. **встречать преграды**
6. **встречающийся повсюду на улице**
7. **массовая эмиграция, массовое переселение; массовое бегство**
8. **специфическая особенность**
9. **по дешевке**
10. **излечиться от болезни**

B. Repalcez les expressions de l'exercice II dans des phrases. Cachez une partie et reprenez:

1. Ils ne veulent pas travailler _____
2. Chaque membre de l'organisation ont versé ... pour la fête de fin d'année. _____
3. Un enumé peut ... à condition qu'il s'habille chaud. _____
4. Ces cassiers ont été ... par la grande surface nouvellement construite dans la ville. _____
5. Lors de l'inondation, l'eau ... vite _____
6. Quelle est ... de ce sport de combat ? _____
7. Il a été envoyé _____
8. ... des populations touchées par la guerre les a fait abandonner leurs patries. _____
9. Sa promotion ... à cause de la manque d'expérience. _____
10. Le financement d'un projet culturel contribué à sa ...

*III. Précisez le sens du verbe **priver de** dans le texte. Conjuguez-le. Cherchez des équivalents russes des locutions suivantes: Чего вы от меня хотите? Он требует,*

чтобы ему повиновались. Я не намерен искать Вашего снисхождения. Он утверждает, что видел меня. Он якобы всё понял. Она считает себя красивой.

IV. *Trouvez les phrases du texte avec les synonymes des mots suivants. Reproduisez-en les deux variantes:*

1. être en danger
2. membre m, militant m
3. aptitude f, qualification f
4. sillonner, couvrir, franchir
5. se camper; se rebeller, se révolter, s'opposer à
6. affecter, attrister
7. atteindre, gagner
8. calamité f, catastrophe f, tragédie f; faillite f, ruine f
9. portion de propriété ou de territoire entièrement entourée par une autre propriété
10. brimade f, harcèlement; répression f

V. *Remplacez les mots en caractères gras par leurs équivalents relevés dans le texte. Cachez une partie et reprenez:*

1. **La prolongation** de l'activité de cet entreprise constitue une année. _____
2. Cet examinateur note les candidats en toute **objectivité**. _____
3. Chacun de ses collègues **a pris part à** l'achat de son départ à la retraite. _____
4. J'**ai** 1 000 euros sur mon compte en banque. _____
5. Sans papiers, les immigrants restent dans **l'illégalité**. _____
6. Elle **a été remarquée** à fouiller dans mon sac. _____
7. Nul ne connaît encore **l'ampleur** de la catastrophe. _____
8. **Par défaut de** place, certains se sont assis par terre. _____
9. Le ministre a annoncé **la renonciation** à la réforme. _____
10. Il **l'a forcé** à démissionner. _____

VI. *Observez l'emploi du Subjonctif dans le texte. Expliquez-le.*

VII. *Traduisez en russe les phrases suivantes:*

1. Sans prétendre « changer le monde », MSF apporte son aide à ceux dont la survie est menacée par des crises dues à la violence ou à la négligence cynique d'autres hommes.
2. Elle délivre ses secours en toute indépendance et impartialité et se réserve le droit de s'exprimer publiquement sur les situations dont ses équipes peuvent être témoin.
3. Nous pouvons prendre la parole publiquement pour tenter de faire sortir une crise de l'oubli, alerter l'opinion sur des exactions commises loin des caméras, critiquer les insuffisances du système de l'aide, ou lorsque l'aide est détournée de son objectif premier pour servir des intérêts politiques.
4. "Ce n'est pas sans difficultés inouïes que nous avons pu mettre cette mission sur pied et je ne vois que peu d'occasions (...) qui nous aient fait rencontrer autant d'obstacles".
5. "Sécheresse, famine, maladie, l'ampleur du désastre est à peine croyable. Peut-on seulement imaginer que plus de 1.500 Éthiopiens meurent chaque jour, faute de soins et de nourriture ? "

VIII. Trouvez dans les texte les équivalents français des phrases suivantes. Reproduisez-les :

1. Независимая ни от какой политической, религиозной или военной власти, МСФ действует беспристрастно, руководствуясь только оценкой нужд населения в медицинской помощи.
2. Отказываясь от мысли, что бедные не нуждаются в дорогом медицинском обслуживании, мы стараемся оказать качественную медицинскую помощь нашим пациентам.
3. Совет администрации оставляет за собой право принимать в члены каждого, кто этого просит и умения которого могут улучшить деятельность ассоциации.
4. Со времени Второй Мировой Войны ... спланированное и продуманное истребление этой общности называется ГЕНОЦИД.
5. «К сожалению, наши действия – всего лишь капля воды в океане гигантских нужд».

IX. Répondez aux questions:

1. Quand et par qui MSF ont-ils été fondés?
2. Qui vise MSF?
3. Pourquoi peut-on dire que MSF est une organisation indépendante?
4. Quel document unit MSF?
5. Comment MSF peut-ils influencer le public?
6. Quel est l'impact social de MSF?
7. Quelle est l'organisation de MSF?
8. Qui sont les adhérents de MSF?
9. A quoi sert le GUPA?
10. Quelles sont les dates-clés dans l'histoire de MSF?

XI. Trouvez dans l'extrait « Histoire en bref » le lexique qui sert à prouver l'influence favorable des MSF sur la société.

XI. Composez le plan du texte. Résumez-le d'après le plan composé.

XII. Commentez les phrases suivantes :

1. En France, en 2008, 99% des ressources de MSF étaient d'origine privée. Aucun fonds n'est accepté du gouvernement français.
2. « ... nous refusons que dans notre pays se mette en place une médecine à deux vitesses. Le rôle de MSF n'est pas de multiplier les dispensaires et de fabriquer une médecine au rabais, mais de rendre aux exclus l'accès à un système de santé qui est aussi le leur. C'est l'avenir même de notre société qui est en jeu. »

XIII. Discutez en groupes ou faites un essai d'après un des sujets suivants:

1. En quel cas un bienfaiteur doit-il livrer à la publicité son activité?
2. Est-ce que l'organisation avec le but principal de bienfaisance doit intervenir à la résolution des problèmes socio-politiques? (Voir le Discours prononcé par le Dr James Obrinski. Oslo 10 décembre 1999 sur www.msf.fr.)

XIV. Etudiez le texte complémentaire:

La charte de Médecins Sans Frontières. Les Médecins Sans Frontières apportent leur secours aux populations en détresse, aux victimes de catastrophes d'origine naturelle ou humaine, de situation de belligérance, sans aucune discrimination de race, religion, philosophique ou politique.

Ouvrant dans la neutralité et en toute impartialité, les Médecins Sans Frontières revendiquent, au nom de l'éthique médicale universelle et du droit à l'assistance humanitaire, la liberté pleine et entière de l'exercice de leur fonction. Ils s'engagent à respecter les principes déontologiques de leur profession et à maintenir une totale indépendance à l'égard de tout pouvoir, ainsi que de toute force politique, économique ou religieuse.

Volontaires, ils mesurent les risques et périls des missions qu'ils accomplissent et ne réclameront pour eux ou leurs ayants droit aucune compensation, autre que celle que l'organisation sera en mesure de leur fournir.

Le Conseil d'Administration. Le Conseil d'administration de Médecins Sans Frontières est composé de **15 administrateurs élus pour trois ans** par les membres de l'association lors de l'assemblée générale annuelle. Il est renouvelé par tiers chaque année.

Le Conseil d'administration s'assure que les actions entreprises par la direction exécutive sont conformes aux missions sociales de l'association. Il est également responsable de la bonne utilisation des fonds de MSF. Chaque année, le Conseil d'administration soumet au vote des membres de l'association un rapport moral et un rapport financier, présentés lors de l'assemblée générale par son président et son trésorier respectivement. **Le Conseil d'administration se réunit**

chaque dernier vendredi du mois. La vie associative s'articule autour de ces rendez-vous.

Les membres du Conseil d'administration sont bénévoles, à l'exception de son président. Ce dernier suit au quotidien les opérations de secours menées par MSF, en lien avec la direction exécutive, et joue un rôle déterminant dans la communication publique de l'association, dont il est le porte-parole principal. Il travaille à temps plein au siège de l'organisation et est donc rémunéré.

Présidente : Dr Mego TERZIAN

Vice-présidente : Gwenola SEROUX

Trésorier : Michel COJEAN

Secrétaire général : Gabriel TRUJILLO

Représentants des sections

partenaires :

MSF USA : Dr Deane MARCHBEIN

MSF Australie : Dr Stewart

CONDON

MSF Japon : Dr Hiroyuki KATO

Membres :

• Thierry ALLAFORT-DUVERGER

Gilles DELMAS (élu)

Emmanuelle DUCOS (élue)

Fred EBOKO

Denis GOUZERH (élu)

Mickaël LE PAIH

Yann MENS (élu)

Dr Juliette THAURY

Dr Chantal UMOTONI

Dr Véronique URBANIAK (élue)

Les dons, toujours essentiels à nos interventions

En 2008, en dépit d'un contexte économique incertain, nos donateurs ont maintenu leur engagement à nos côtés. Dans des situations d'urgence ou de grande violence, notre mobilisation en faveur des plus démunis n'a pas faibli.

Avec plus d'une quarantaine de projets ouverts, dont 24 en situation d'urgence, l'année 2008 a imposé un volume d'opérations soutenu pour nos équipes. Nos dépenses de missions, suivant cette tendance, ont ainsi cru de 23,4 % par rapport à l'année 2007.

Près de la moitié de nos projets a concerné la réponse directe aux situations de conflits armés et de violences à l'encontre des populations civiles, comme en République démocratique du Congo, en Somalie, au Yémen ou au Pakistan.

Autre volet essentiel de notre activité en 2008, la lutte contre les épidémies et endémies a représenté un tiers des dépenses de projets : nos programmes novateurs de lutte contre la malnutrition ont continué de remporter de vifs succès, notamment au Burkina-Faso où, en 2008, plus de 16 000 enfants ont été admis dans nos programmes ; nous sommes également restés mobilisés pour faire bénéficier nos patients de soins et traitements de qualité : plus de 25 000 malades suivaient une trithérapie dans nos programmes sida comme au Malawi, au Cambodge ou au Kenya.

En réponse à des catastrophes naturelles qui ont affecté entre autre, la Chine, Haïti et l'Inde, nous avons ouvert en urgence des programmes dédiés, représentant 2,6 M€ de nos dépenses de missions.

En 2008, si la conjoncture économique a eu des conséquences en France, celles-ci sont démultipliées dans nos pays d'interventions, déjà fragilisés par des conflits, des crises ou des désordres internes.

Malgré ces incertitudes, nous avons pu continuer à compter sur vous : nos ressources privées s'élèvent en 2008 à 179 M€ et représentent plus de 99 % de nos ressources totales grâce au soutien de centaines de milliers de personnes en France et à l'étranger. En 2014, les emplois combinés se sont élevés à **251,3 M€**, dont **89,2% pour les missions sociales**. Ces dépenses ont augmenté de 9% par rapport à 2013. Nos ressources s'élèvent à **283,3 M€**. Elles sont à **96% des ressources privées**.

www.msf.fr.

Leçon 9. Comité international de la Croix-Rouge

assistance f – помощь	военнопленный
pour ce faire – чтобы это сделать	personnes f civiles – юридическое
mandat m – мандат	лицо
pommément – именно	volontariat m – добровольность
à cela s'ajoute – к этому добавляется	fins f militaires – военные цели
en campagne – на войне	hostile – враждебный
guerre f sur terre – сухопутные	discrimination f – способность
войска	различать
guerre f maritime – морская война	stockage m – заготовка
Ligue f – Лига	conflits m armés sur mer – морские
asphyxiant, -e – удушливый	в. к.
similaire – подобный	laser [r] m – лазер
croissant m – поумесяц	dispositif m – устройство
usage m – использование	antipersonnel invar -
naufagé, -e – потонувший	противопехотный
forces f armées – вооруженные силы	pénal, -e, -aux – уголовный
prisonnier m de guerre -	munition f – снабжение

La mission et le mandat du CICR

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) est une organisation internationale humanitaire.

Toute l'action du CICR est fondée sur la mission suivante, qui est l'expression synthétique de sa nature et de sa spécificité : « Organisation impartiale, neutre et indépendante, le Comité international de la Croix-Rouge a la mission exclusivement humanitaire de protéger la vie et la dignité des victimes de conflits armés et d'autres situations de violence, et de leur porter assistance. Le CICR s'efforce également de prévenir la souffrance par la promotion et le renforcement du droit et des principes humanitaires universels.

Créé en 1863, le CICR est à l'origine des Conventions de Genève et du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, dont il dirige et coordonne les activités internationales dans les conflits armés et les autres situations de violence. ».

La vocation du CICR est exclusivement humanitaire, il possède un statut neutre et indépendant. Il intervient dans les situations de conflit armé ou de troubles internes, avec pour mission essentielle de diminuer les souffrances des victimes de ces violences, sans distinction d'appartenance politique, ethnique, religieuse ou sociale. Pour ce faire, il doit être reconnu par toutes les parties au conflit dans les zones où il travaille. D'autre part, il dirige et coordonne les activités internationales de secours du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge là où il existe déjà un conflit.

Le mandat du CICR est reconnu en droit et lui a été confié par la communauté internationale : les Conventions de Genève citent en effet nommément le CICR pour l'accomplissement de diverses tâches humanitaires indispensables en cas de conflit armé. À cela s'ajoutent les Statuts du CICR, sur la base desquelles l'organisation peut développer ses activités dans les situations de violence interne bien que celles-ci ne soient pas couvertes par les Conventions de Genève.

Dates importantes de l'histoire du droit international humanitaire et du Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge

1859 Bataille de Solferino - Henry Dunant

1863 Comité international de secours aux militaires blessés; dès 1876, Comité international de la Croix-Rouge (CICR)

Conférence internationale de Genève

Création de comités nationaux de secours aux militaires blessés

1864 Convention de Genève pour l'amélioration du sort des militaires blessés dans les armées en campagne

1867 1ère Conférence internationale de la Croix-Rouge

1899 Conventions de La Haye

- Lois et coutumes de la guerre sur terre (IIe Convention)

- Adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève de 1864 (IIIe Convention)

1906 Révision et développement de la Convention de Genève de 1864

1907 Conventions de La Haye

- Lois et coutumes de la guerre sur terre (IVe Convention)

- Adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève de 1906 (Xe Convention)

1919 Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge

- dès 1983, Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge

- dès 1991, Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge

1925 Protocole de Genève

Interdiction de l'emploi de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de

moyens bactériologiques

1928 Statuts de la Croix-Rouge internationale (révisés en 1952 et 1986)

1929 Conventions de Genève

- Blessés et malades dans les forces armées en campagne (révision de la Convention de Genève de 1906) (Ire Convention)

- Prisonniers de guerre (complète la I^{re} Convention de La Haye de 1899 et la IV^e de 1907) (II^e Convention.)

- Reconnaissance officielle de l'emblème du croissant rouge (premier usage: 1876)

1949 Conventions de Genève

- Blessés et malades dans les forces armées en campagne (révision et développement de la Convention de Genève de 1929) (Ire Convention)

- Blessés, malades et naufragés des forces armées sur mer (révision et développement de la X^e Convention de La Haye de 1907) (II^e Convention)

- Prisonniers de guerre (révision et développement de la Convention de Genève de 1929) (III^e Convention)

- Personnes civiles (complète la II^e Convention de La Haye de 1899 et la IV^e de 1907) (IV^e Convention)

- Les quatre Conventions comportent un article 3 commun relatif à la protection des victimes des conflits non internationaux

1965 Proclamation des Principes fondamentaux de la Croix-Rouge: humanité, impartialité, neutralité, indépendance, volontariat, unité, universalité (intégrés en 1986 dans les Statuts du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge)

1976 Convention sur la protection de l'environnement

Interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles

1977 Protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949

- Protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I)

- Protection des victimes des conflits armés non internationaux (Protocole II)

1980 Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques produisant des effets traumatiques excessifs ou frappant sans discrimination

1986 Statuts du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge

1989 Accord CICR-Ligue

1989 Convention relative aux droits de l'enfant

1993 Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction

1994 Manuel de San Remo sur le droit international applicable aux conflits armés sur mer

1995 Protocole relatif aux armes à laser aveuglantes (Protocole IV)

1996 Protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs (Protocole II)

- 1997** Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction ("traité d'Ottawa")
- 1997** Accord sur l'organisation des activités internationales des composantes du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge ("accord de Séville")
- 1998** Statut de Rome de la Cour pénale internationale
- 2003** Protocole relatif aux restes explosifs de guerre (Protocole V à la Convention de 1980)
- 2006** Troisième Protocole additionnel aux Conventions de Genève relatif à l'adoption d'un signe distinctif additionnel
- 2008** Convention sur les armes à sous-munitions

I. Nommez les mots ayant la même racine que les termes suivants: suivant, impartial, exclusivement, coordonner, confier, accomplissement, convention.

II. A. Trouvez dans le texte les équivalents français des mots suivants (consultez le lexique préliminaire):

1. способность различать
2. потонувший
3. снабжение
4. на войне
5. помощь

B. Repalcez les expressions sous la lettre A dans des phrases. Cachez une partie et reprenez:

1. La Croix Rouge prête ... aux _____
C.D.F. _____
2. Les troupes sont _____
3. Un chimiquier ... a posé _____
beaucoup de problèmes devant _____
les écologistes.
4. Cet homme fait ... entre le bon _____
et le mauvais vin.
5. Les cartouches sont _____

*III. Expliquez la différence entre les adjectifs **civil** et **civique**.*

IV. Trouvez les phrases du texte avec les synonymes des mots et locutions suivants (consultez le lexique préliminaire). Reproduisez-en les deux variantes:

1. notamment
2. utilisation
3. relevant de l'ensemble des citoyens de l'Etat
4. outil
5. relatif aux infractions

V. Remplacez les mots en caractères gras par leurs équivalents relevés dans le texte (consultez le lexique préliminaire). Cachez une partie et reprenez:

1. Ces virus sont **analogues**.
2. Il a entrepris **une participation volontaire à une mission**.
3. Le pays est entouré de voisins **ennemis**.
4. **Le magasinage** de céréales dans des silos est utile pour les entrepreneurs.
5. L'organisation a demandé l'interdiction des mines **contre l'infanterie**.

VI. Conjuguez au présent de l'indicatif le verbe *s'efforcer*. Nommez son participe passé. Faites-le entrer dans les phrases.

VII. Traduisez en russe les phrases suivantes:

1. Le CICR s'efforce également de prévenir la souffrance par la promotion et le renforcement du droit et des principes humanitaires universels.
2. La vocation du CICR est exclusivement humanitaire, il possède un statut neutre et indépendant.
3. Pour ce faire, il doit être reconnu par toutes les parties au conflit dans les zones où il travaille.
4. D'autre part, il dirige et coordonne les activités internationales de secours du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge là où il existe déjà un conflit.
5. À cela s'ajoutent les Statuts du CICR, sur la base desquelles l'organisation peut développer ses activités dans les situations de violence interne bien que celles-ci ne soient pas couvertes par les Conventions de Genève.

VIII. Traduisez en français les locutions suivantes. Reproduisez-les:

1. обобщающее выражение
2. защитить достоинство
3. раненые в военных действиях
4. дополнительный протокол
5. лазерное ослепляющее оружие

IX. Répondez aux questions suivantes:

1. Quelle organisation est CICR?
2. Quel est la mission de CICR?
3. Quel est le statut de CICR?
4. Dans quels cas intervient CICR?

5. Quel est le mandat de CICR?
6. Quelles ont les dates-clés dans l’histoire de CICR?

X. Trouvez dans le texte les les termes servant à caractériser le statut neutre et indépendant de CICR..

XI. Composez le plan du texte. Résumez-le d’après le plan composé.

XII. Commentez les phrases suivantes:

1. Organisation impartiale, neutre et indépendante, le Comité international de la Croix-Rouge a la mission exclusivement humanitaire de protéger la vie et la dignité des victimes de conflits armés et d'autres situations de violence, et de leur porter assistance.
2. Créé en 1863, le CICR est à l'origine des Conventions de Genève et du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, dont il dirige et coordonne les activités internationales dans les conflits armés et les autres situations de violence.
3. La vocation du CICR est exclusivement humanitaire, il possède un statut neutre et indépendant.

XIII. Discutez en groupes ou faites un essai d’après un des sujets suivants:

1. Histoire de CICR.
2. Aide de CICR pendant les cataclysmes naturels.

Leçon 10. Amnesty International

animé, -e – оживленный

exercer vt – осуществлять

afin de – чтобы

destinataire m f – получающий

violation f – нарушение

rejeter vt – отбрасывать

Propos d’Amnesty International

Amnesty International est un mouvement mondial réunissant des personnes qui œuvrent pour le respect et la protection des droits humains universellement reconnus. Révoltés par les atteintes aux droits humains mais animés par l’espoir d’un monde meilleur, nous nous mobilisons pour améliorer la vie des gens en menant campagne et en faisant appel à la solidarité internationale. Nos membres et sympathisants exercent une influence sur les gouvernements, les instances politiques, les entreprises et les organisations intergouvernementales. Les militants s’attaquent aux problèmes en mobilisant l’opinion publique. Pour ce faire, ils organisent de grandes manifestations ou des rassemblements silencieux, interviennent directement auprès des acteurs concernés et font campagne sur Internet.

Défendre les personnes qui ont besoin d'aide

"Ils avaient constamment leurs fusils. J'avais peur des fusils. En vérité, j'avais tout le temps peur." Fereh Musu Conteh, treize ans, enlevée par un groupe armé en Sierra Leone. Notre action continue de s'appuyer solidement sur le pouvoir qu'ont les individus d'apporter un soutien à d'autres individus, qui ont besoin d'une protection ou d'une aide.

Notre mission consiste à effectuer des recherches et à mener des actions pour prévenir et faire cesser les graves atteintes aux droits civils, politiques, sociaux, culturels et économiques.

Nous travaillons avec et pour des gens du monde entier, afin que chacun puisse jouir de tous les droits humains inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Nous menons des recherches et lançons des actions pour empêcher ou faire cesser les graves atteintes à ces droits, et demandons à cette fin à tous les gouvernements et aux autres détenteurs du pouvoir de respecter l'état de droit. Cela signifie que nous faisons campagne, tant au niveau mondial qu'à l'échelle locale, chaque fois que nous pouvons influencer sur le cours des choses. Par exemple, nous nous mobilisons pour:

- mettre fin à la violence contre les femmes;
- défendre les droits et la dignité de ceux qui sont pris au piège de la pauvreté;
- abolir la peine de mort;
- combattre la torture et répondre au terrorisme par la justice;
- faire libérer les prisonniers d'opinion;
- défendre les droits des réfugiés et des migrants;
- faire adopter une réglementation sur le commerce mondial des armes.

Des milliers de membres d'Amnesty International répondent aux demandes d'action urgente en faveur de personnes qui courent un danger immédiat. Grâce aux médias d'information et à Internet, nos messages sont transmis dans de nombreuses langues à des millions de destinataires.

Nos actions peuvent changer la vie des gens, qu'il s'agisse des victimes d'atteintes aux droits humains, des défenseurs des droits humains ou même de ceux qui commettent des violations.

Indépendance et démocratie

Nous avons mis en place un certain nombre de garanties pour protéger notre autonomie. Par exemple:

- nous sommes indépendants de tout gouvernement, de toute idéologie politique, de tout intérêt économique et de toute religion;
- notre structure est démocratique et autonome;
- nos membres et nos sympathisants nous assurent une autosuffisance financière.

Nous ne soutenons ni ne combattons aucun gouvernement ou système politique. De la même façon, nous ne défendons ni ne rejetons les opinions des victimes dont nous tentons de défendre les droits.

<http://www.amnesty.org/fr/>

I. Répondez aux questions suivantes:

1. A quoi les représentants d'Amnesty International s'opposent-ils?
2. Quels sont les moyens par lesquels procède Amnesty International?
3. Quels sont les sphères d'influence d'Amnesty International?
4. Quels sont les buts d'Amnesty International?
5. Quelles sont les garanties de l'autonomie d'Amnesty International?

II. Composez le plan du texte. Résumez-le d'après le plan composé.

III. Etudiez le texte complémentaire suivant:

Déclaration universelle des droits de l'homme

Préambule

Considérant que la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde,

Considérant que la méconnaissance et le mépris des droits de l'homme ont conduit à des actes de barbarie qui révoltent la conscience de l'humanité et que l'avènement d'un monde où les êtres humains seront libres de parler et de croire, libérés de la terreur et de la misère, a été proclamé comme la plus haute aspiration de l'homme,

Considérant qu'il est essentiel que les droits de l'homme soient protégés par un régime de droit pour que l'homme ne soit pas contraint, en suprême recours, à la révolte contre la tyrannie et l'oppression,

Considérant qu'il est essentiel d'encourager le développement de relations amicales entre nations,

Considérant que dans la Charte les peuples des Nations Unies ont proclamé à nouveau leur foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité des droits des hommes et des femmes, et qu'ils se sont déclarés résolus à favoriser le progrès social et à instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande,

Considérant que les Etats Membres se sont engagés à assurer, en coopération avec l'Organisation des Nations Unies, le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Considérant qu'une conception commune de ces droits et libertés est de la plus haute importance pour remplir pleinement cet engagement,

L'Assemblée générale

Proclame la présente Déclaration universelle des droits de l'homme comme l'idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les nations afin que tous les individus et tous les organes de la société, ayant cette Déclaration constamment à l'esprit, s'efforcent, par l'enseignement et l'éducation, de développer le respect de ces droits et libertés et d'en assurer, par des mesures progressives d'ordre national et international, la reconnaissance et l'application universelles et effectives, tant parmi les populations des Etats Membres eux-mêmes que parmi celles des territoires placés sous leur juridiction.

<http://www.amnesty.org/fr/>

Leçon 11. France dans l'UE

Substantifs

considération f – соображение
volonté f – желание, воля
terme m – окончание
rideau de fer m – железный занавес
espace intégré m – интегрированное,
единое пространство
rôle m – полюс
prospérité f – процветание,
благополучие
renforcement m – усиление
initiateur m – инициатор
développement durable m –
устойчивое развитие
valeur f – ценность
rapprochement m – сближение

Adjectif

homogène – однородный, гомогенный

destin m – судьба

mise en oeuvre m – осуществление
lancement m – запуск, начало
coexistence f – сосуществование

Verbes

hâter – торопить
affirmer – утверждать, подкреплять
renforcer – усиливать
préserver – сохранять
affaiblir – ослаблять
être attaché à – быть приверженным,
привязанным к ч-л.
marquer – отмечать
déchirer – разрывать

Locution

dans le cadre de – в рамках

Depuis 1945, la construction de l'Europe s'est constamment trouvée au cœur de la politique étrangère française. Trois considérations ont fait de ce grand dessein une priorité : la volonté de mettre un terme aux conflits qui, par deux fois en trente ans, avaient déchiré le continent européen et affaibli la France ; la nécessité, dans le contexte de la Guerre froide, d'asseoir la stabilité et de garantir la sécurité des États démocratiques situés à l'ouest du rideau de fer ; l'ambition, enfin, le désir de construire un espace économique, puis social, politique et de sécurité intégré, homogène, de nature à faire de l'Europe un pôle de prospérité et de paix, susceptible de jouer tout son rôle sur la scène internationale.

Deux Français initiateurs du projet de construction européenne, Robert Schuman et Jean Monnet, étaient convaincus de la nécessité de réunir au sein d'une même organisation les nations du continent. Ils ont fait le pari d'organiser entre ces États une solidarité économique en vue de hâter un rapprochement politique. Dans cette perspective s'est constituée le 18 avril 1951 la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), dont les institutions servirent de modèle au développement de la construction européenne. Le 25 mars 1957, les six États membres de la CECA (Allemagne, Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas) signaient le traité de Rome instituant la Communauté économique européenne (CEE).

Durant les trois décennies suivant la conclusion du traité de Rome, la France a participé ainsi activement aux progrès réguliers de la construction de l'Europe. Les années soixante-dix furent marquées par d'importantes réformes politiques, la création du Conseil européen (réunissant les chefs d'État ou de gouvernement) et

l'élection des membres du Parlement européen au suffrage universel, ainsi que par l'élaboration du Système monétaire européen (SME), à l'initiative du président Valéry Giscard d'Estaing et du chancelier allemand Helmut Schmidt. Enfin, sous l'impulsion de François Mitterrand, d'Helmut Kohl et de Jacques Delors, président de la Commission, " l'Acte unique " est adopté en février 1986. Il crée un véritable grand marché européen, garantissant la libre circulation des personnes, des marchandises et des capitaux, ainsi que la libre prestation des services, sur le territoire de la Communauté.

Le traité sur l'Union européenne (TUE) signé à Maastricht le 7 février 1992 introduit une politique étrangère et de sécurité commune (PESC) ainsi qu'une coopération étroite dans les secteurs de la justice et des affaires intérieures. Dans de nombreux domaines, la France a joué un rôle moteur dans l'affirmation de la PESC. Tel est le cas notamment dans les régions sur lesquelles elle possède une expertise reconnue, comme le Moyen-Orient ou l'Afrique.

La France est au cœur des transformations que l'Europe connaît aujourd'hui. L'ancien président français V. Giscard d'Estaing a dirigé les travaux de la Convention européenne chargée de la rédaction du projet de traité établissant la première Constitution européenne, présentée en juillet 2003. La Constitution européenne doit permettre de simplifier l'édifice institutionnel construit tout au long de plusieurs décennies de coopération européenne et de préserver son efficacité dans le cadre de l'élargissement de l'Union. Pour la France, plusieurs avancées sont particulièrement importantes : la création d'un président à plein temps du Conseil européen, le renforcement du Conseil et de la Commission, l'accroissement des pouvoirs du Parlement européen et des parlements nationaux, l'extension des droits des citoyens et de leur participation dans le fonctionnement des institutions. Elle donne également à l'Union les moyens de renforcer son action dans des domaines prioritaires pour les citoyens : la sécurité, l'économie, la solidarité, le développement durable. Aujourd'hui la France compte 74 député au Parlement Européen, ce qui renforce ses positions dans l'organisation. Elle favorise enfin, notamment par la mise en place d'une véritable PESC et la création d'un ministre européen des Affaires étrangères, l'affirmation de l'identité politique et des valeurs de l'Europe sur la scène internationale, objectif auquel la France est particulièrement attachée. Si le projet de Constitution est adopté par les gouvernements des États membres, la Constitution européenne remplacera les traités actuels, marquant ainsi une nouvelle étape historique dans le processus de construction européenne.

I. Remplissez les lacunes:

1. domaines p_____ du développement
2. p_____ des services
3. Pour a_____ la stabilité en région il fallait introduire les troupes internationales.
4. Le traité conclu entre le gouvernement et les insurgés a pour but de g_____ la paix dans le pays.

5. La France et l'Allemagne ont joué le rôle m_____ dans l'intégration européenne.

II. Trouvez les phrases du texte avec les synonymes des mots et locutions suivants.

Reproduisez-en les deux variantes:

1. au centre
2. au cours des décennies
3. contribuer à
4. accélérer
5. afin de, pour but de
6. l'élargissement des droits
7. responsable de

III. Traduisez en français les locutions suivantes. Reproduisez-les:

1. служить образом, моделью
2. тесное сотрудничество
3. положить конец конфликтам
4. играть роль на международной сцене
5. активно участвовать
6. по инициативе
7. по настоянию
8. Ближний Восток
9. Европейская валютная система

IV. Répondez aux questions suivantes:

1. Quelles considérations ont joué le rôle moteur pour l'intégration
2. Qui a initié le projet de construction européenne?
3. Comment pouvez-vous estimer le rôle de la France au progrès de la construction européenne?
4. De quoi les années 70 furent-elles marquées?
5. Quel document a-t-il été adopté sous l'impulsion de F. Mitterand?
6. Est-ce que la France était pour ou contre la politique étrangère et de sécurité commune?
7. Quelle est la position officielle de la France sur l'avenir de l'Europe?

XI. Composez le plan du texte. Résumez-le d'après le plan composé.

XIII. Discutez en groupes ou faites un essai d'après un des sujets suivants:

1. Officiellement la France jouait un grand rôle dans les travaux sur la Constitution Européenne. Comment donc peut-on expliquer la faillite de ce projet sur le referendum et son rejet par le peuple français?
2. Pourquoi la France veut-elle affirmer l'identité politique de l'Union Européenne et renforcer ses compétences dans le domaine de sécurité et politique étrangère d'une perspective géopolitique?

XIV. Etudiez le texte complémentaire suivant:

Pour réussir, l'Europe doit davantage jouer en équipe" entretien avec la ministre déléguée aux Affaires européennes, Catherine Colonna

Catherine Colonna, la ministre déléguée aux Affaires européennes, lors d'une visite officielle en Allemagne (devant la Porte de Brandebourg à Berlin), en juin 2006.

Entretien avec Catherine Colonna, la ministre déléguée aux Affaires européennes et secrétaire générale pour la coopération franco-allemande.

À l'heure de l'élargissement à 27 et dans le contexte de la mondialisation, quelle doit être l'ambition de l'Union européenne ? La ministre française déléguée aux Affaires européennes appelle à un nouvel élan politique.

Que doit faire la France aujourd'hui pour l'Europe ?

Catherine Colonna : D'abord, des choses concrètes. Ce que les citoyens attendent, ce sont des résultats dans leurs principaux domaines de préoccupation. Quels sont-ils ? C'est l'emploi, la croissance, la sécurité. L'Europe s'efforce de répondre à ces enjeux : elle a développé de nouveaux projets, augmenté les budgets pour la recherche, et, en matière d'éducation, elle a doublé les bourses pour les étudiants. Elle fait donc des choses, mais je crois qu'il faudra un sursaut, une volonté politique plus grande qu'aujourd'hui, et puis, en réalité, une mutation du projet européen. Nous devons " allumer les moteurs " et y aller résolument ! L'Europe est un formidable réservoir de croissance dans la mondialisation. L'Union doit maintenant se placer à l'avant-garde de la mondialisation à venir.

Comment est-ce possible dans un contexte où chaque pays veut défendre son intérêt national ?

C'est l'intérêt collectif européen qui doit primer. Je veux le dire clairement : aujourd'hui, seule l'Europe est en mesure de répondre à notre désir de concilier nos valeurs et notre désir d'actions sociale et économique. Ni le marché à l'état pur, ni les États isolés ne seront en mesure de réaliser cette synthèse. Cette ambition d'avenir, faire de l'Europe " l'acteur global " qui nous redonne fierté et courage, qui nous aide et qui nous porte, c'est aux États membres de l'Union de l'incarner.

Je crois que l'Europe doit s'occuper moins des petites choses et davantage des grandes, comme des migrations en provenance des pays du Sud, de mettre sur pied une véritable coordination des politiques économiques, ou encore de lancer une authentique politique européenne de l'énergie, cruciale pour notre indépendance. Pour tout cela, il faut être capable de s'entraider entre Européens de façon organisée, coordonnée. Pour gagner et réussir la mondialisation, l'Europe doit davantage jouer en équipe.

Un an et demi après le non au référendum français du 29 mai 2005 sur le projet de traité constitutionnel européen, l'Europe a-t-elle les moyens institutionnels de relever le défi de la mondialisation ?

Je crois que l'Europe ne va pas si mal : elle n'est pas en crise ouverte, elle fonctionne. Elle a des institutions, des politiques communes, un budget. C'est la grandeur de l'Europe d'avoir su bâtir une vraie démocratie européenne : il y a la Commission, qui est l'expression de l'intérêt général européen, le Conseil, qui

représente les gouvernements de 27 États, et le Parlement, qui représente les citoyens. L'Europe est vraiment démocratique, elle doit être plus efficace. Le processus de décision, par exemple, est trop long. Il faut souvent plusieurs années pour adopter un texte.

Aujourd'hui, le monde change vite, la croissance internationale est de 5 %. À nous d'en exploiter toutes les opportunités grâce à l'Europe. Face aux pays émergents, au changement climatique, aux mouvements de population, les défis à relever sont nombreux et nouveaux. L'Europe est la meilleure réponse, mais nous devons aller plus vite.

Cinquante ans après la signature du traité de Rome, quels doivent être, selon vous, les nouveaux objectifs de la construction européenne ?

L'Europe continue de préparer l'avenir. Seulement, elle ne doit jamais perdre de vue quel doit être son niveau d'ambition. Maintenant que la paix et la démocratie sont ancrées sur tout le continent européen, il faut se donner un nouveau projet, une nouvelle ambition : l'Europe est, d'ores et déjà, un grand acteur de la mondialisation ; elle doit devenir un acteur " global ", présent non seulement sur les questions commerciales, comme à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), mais dans tous les domaines à dimension mondiale, de l'énergie à la défense en passant par l'environnement.

Donc, aujourd'hui, le projet européen, selon moi, est simple et évident : l'Europe, troisième ensemble de la planète avec près de 490 millions d'habitants depuis le 1er janvier 2007, doit être une puissance dans la mondialisation, un cadre pour notre développement économique et social, enfin une ambition qui, à la fois, nous porte et nous protège. Voilà l'objectif. On sait comment faire, il faut s'en donner les moyens : tout commence par la volonté politique !

La construction européenne est un modèle, c'est le plus beau projet politique de ce début de siècle, le seul exemple de réelle solidarité entre États indépendants, mais elle doit s'adapter aux mutations du monde. Nous devons aujourd'hui montrer aux citoyens que l'Europe possède une capacité de réaction rapide face aux défis économiques et sociaux de ce début de xxie siècle.

Propos recueillis par Label France

Les Français et l'Europe. Appelés à se prononcer sur la ratification du Traité constitutionnel européen le 29 mai 2005, les Français ont répondu en majorité " non ". Est-ce à dire pour autant que ces derniers sont massivement hostiles à la construction européenne ?

Bien des sondages prouvent le contraire. Selon l'étude Eurobaromètre, réalisée en France par la Représentation de la Commission européenne et publiée le 15 mars 2006, 60 % des citoyens disent se sentir à la fois français et européen. Pour deux Français sur trois, les pays de l'Union possèdent des valeurs communes qui les distinguent du reste du monde. Pour 79 % d'entre eux, la construction européenne permet de garantir la paix, et pour 75 % elle les rend plus forts face au reste du monde.

Pour une grande majorité de Français, l'action de l'Union européenne est positive dans les domaines de la sécurité aérienne, de l'environnement ou de la

formation des jeunes, tandis que la coopération entre États membres peut résoudre les problèmes en matière de recherche et d'innovation technologiques, de lutte contre le terrorisme, d'aide aux pays pauvres, de politique étrangère et de défense, ou de lutte contre l'immigration clandestine.

En revanche, c'est à plus de 80 % que les Français estiment la construction européenne trop éloignée des préoccupations des citoyens, ou qu'ils ne se sentent pas assez associés aux décisions de l'Union.

Leçon 12. France dans le Conseil de l'Europe et l'OTAN

Substantifs

siège m – кресло, штаб-квартира
enceinte f – укрепление
détente f – разрядка
désarmement m – разоружение
assistance f – содействие, помощь
ampleur f – размах
prévention f – предотвращение
diplomatie préventive f –
превентивная дипломатия
crise f – кризис
commandement m – управление
dissuasion f – разубеждение
contributeur m – способствующий
conflit m – конфликт
cour f – суд

conciliation f – примирение
tribunal pénal m – уголовный суд

Verbes

siéger – заседать
rassembler – собирать
regrouper – (снова) объединять
se rapprocher de – приближаться к
aboutir à – привести к
fournir – снабжать
enteriner – утверждать
désarm. conventionnel – обычное
разоружение
au sein de – внутри
à hauteur de – на высоте
progressivement – постепенно

Parallèlement aux progrès de l'UE, plusieurs institutions de coopération ont été créées avec l'objectif de stabiliser le continent européen. La plus ancienne, le Conseil de l'Europe, le fut, sur l'initiative du ministre français Georges Bidault, en 1949. Siégeant à Strasbourg, il rassemble les nations attachées à la démocratie et au pluralisme politique. Les nouvelles démocraties d'Europe centrale et orientale ainsi que les États baltes et la Turquie ont progressivement pris part à ses travaux. L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) regroupe cinquante-deux États, dont les États-Unis et le Canada, et l'ensemble des anciennes républiques soviétiques. Le rôle de cette enceinte, créée en 1975 dans le cadre de la détente Est-Ouest par l'Acte final d'Helsinki, s'est considérablement élargi dans le nouveau contexte géostratégique, en particulier au désarmement et à l'assistance à la démocratisation.

Le sommet de Paris de novembre 1990 a abouti à la signature de la Charte pour une nouvelle Europe. Il a entériné un accord de désarmement conventionnel de très grande ampleur, le traité sur les forces armées conventionnelles en Europe (FCE), signé par vingt-deux États membres de l'Alliance atlantique et de l'ex-

pacte de Varsovie, et prévu la création d'un nouveau Forum de sécurité ainsi que d'un Centre de prévention des conflits. Adeptes de la diplomatie préventive, la France s'est trouvée à l'origine de la création, au sein de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), d'une Cour de conciliation et d'arbitrage. Elle a appuyé la création par l'ONU d'un tribunal pénal international pour juger les criminels de guerre de l'ancienne Yougoslavie.

La France occupe une position spécifique au sein de l'OTAN: La France est membre de l'Alliance atlantique depuis sa fondation (Traité de l'Atlantique Nord, signé à Washington le 4 avril 1949). En 1966, la France a pris la décision de quitter la structure militaire intégrée. Cette décision répondait à une logique politique (la "Détente"), stratégique (refus d'"intégrer" la force de dissuasion) et militaire (contrôle sur l'engagement de forces françaises). A la suite de la crise yougoslave, la France s'est rapprochée en 1995-96 de l'OTAN (présence au Comité militaire), sans toutefois revenir dans le commandement intégré.

Enfin, le 7 novembre 2007 le nouveau président de la République Nicolas Sarkozy a annoncé la réintégration de la France dans le commandement de l'OTAN, la décision qui est entrée en vigueur les 3-4 avril 2009 lors du sommet de l'OTAN à Strasbourg-Kehl. Cette démarche augmentera le nombre d'officiers dans les structures de l'OTAN à 1250.

La France est un contributeur important aux activités de l'OTAN:

- en termes humains: la France est actuellement le deuxième contributeur de forces aux opérations de l'Alliance (plus de 12 000 hommes):
 - KFOR (Kosovo), 3.400 hommes,
 - FIAS (Afghanistan), 800 hommes,
- en termes financiers: la France contribue à hauteur de 14,78% au budget civil et à hauteur de 13,85% au budget militaire (138 millions d'euros),
- en termes de participation à la réforme de l'Alliance : elle fournit une importante contribution à la force de réaction rapide de l'OTAN (NRF) : près du quart des moyens de la force initiale.

I. A. Traduisez en français les locutions suivantes. Reproduisez-les:

1. Варшавский пакт
2. Центральная и Восточная Европа
3. Обычные вооруженные силы в Европе (ОВСЕ)
4. Военный комитет
5. Комитет планирования и обороны
6. силы быстрого реагирования

B. Traduisez en français les phrases suivantes. Reproduisez-les:

1. Миссии НАТО значительно расширились в последнее десятилетие
2. Франция является важным участником (вкладчиком) в деятельности европейских организаций
3. Покинув интегрированную военную структуру, Франция, тем не менее, полностью участвует в политических инстанциях НАТО

4. Франция делает вклады в гражданский и военный бюджет в размере 14-15%.
5. Совет Европы объединяет государства, приверженные демократии и политическому плюрализму.
6. Организация по безопасности и сотрудничеству в Европе была создана в рамках разрядки между Западом и Востоком заключительным актом Хельсинки в 1975 г.
7. Помощь в демократизации составляет одну из ключевых целей ОБСЕ на сегодняшний день.
8. Франция выступила за создание международного уголовного суда, чтобы судить военных преступников.

II. Composez le plan du texte. Résumez-le d'après le plan composé.

Chapitre 2

1. <http://www.howtodothings.com/fr/loisirs/comment-%C3%A9crire-un-essai-persuasif>

Schéma (рис. 3)

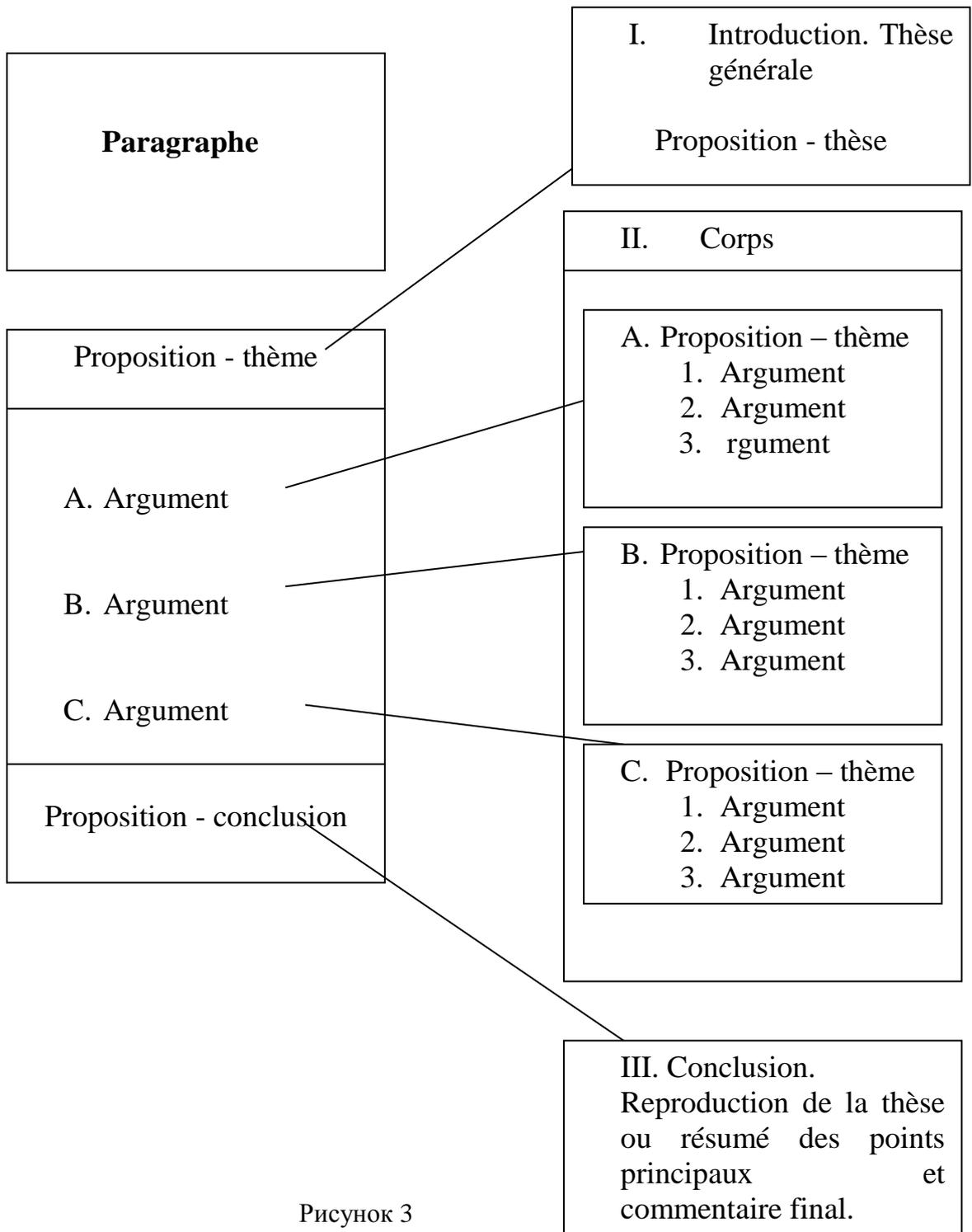


Рисунок 3

Comment écrire un essai

Pour ceux de nous à l'école, les essais sont une partie énorme de beaucoup de classes. Si vous êtes inscrit une classe de littérature, la classe d'histoire ou même en étudiant les sciences sociales telles que la psychologie, la sociologie ou l'archéologie, un essai est un outil principal par lequel votre professeur peut évaluer votre processus et idées de pensée.

Quel est un essai ? Avant d'apprendre comment écrire un essai, la plupart des étudiants devraient se rendre plus compte de quel essai est exactement. Oui, c'est un papier, mais tandis que semblable à des travaux de recherche, un essai demande que vous organisez et écrivez au sujet de vos propres idées. Il devrait être faciles lire et comprendre ces idées au sujet d'une matière spécifique et présenté d'une façon professionnelle et littéraire, y compris les sources spécifiques que vous aviez l'habitude de formuler vos avis et pensées. Des essais ne sont pas censés être les papiers faciles à écrire, ils exigent généralement un bon nombre de pensée et de dur labeur. Si vous avez été invité à écrire un essai, ne rongez pas, vous peut sauver beaucoup de temps, énergie et des soucis en sachant écrire un essai, en étant organisé et en rationalisant le processus. Voici quelques bouts.

Pourquoi un essai ? Les essais sont une grande manière pour que les professeurs voient votre perspicacité, votre processus de pensée et comment vous structurez des pensées sur le papier. Tandis que l'étude comment écrire un essai ne pourrait pas retentir si pratique pour les nombreuses choses que vous ferez plus tard dans la vie, il te fournit la pratique essentielle sur penser, parler et écrire clairement, que beaucoup d'étudiants doivent avoir, particulièrement dans l'endroit d'aujourd'hui de marché compétitif. L'étude comment écrire un papier d'essai vous aidera non seulement à ace la classe anglaise, mais peut plus tard vous aider à communiquer vos idées à votre patron et à vous aider à obtenir un augmenter ou une promotion.

La matière et les caractéristiques d'essai. La première chose que vous devriez connaître l'essai est la matière et les caractéristiques. Évidemment, la matière que vous écrirez votre essai dessus déterminera votre recherche, ressources et d'autres aspects clé de votre essai. En plus de savoir votre matière, quelques professeurs ont besoin des détails qui peuvent différer de l'écriture d'essai générale. Par exemple, votre professeur peut vouloir que vous employiez seulement certaines ressources, pour ne pas inclure une bibliographie, pour ne pas choisir une certaine longueur ou pour ne pas avoir besoin du type de police spéciale et de lettre. Celui qui ces caractéristiques puissent être, il est toujours le meilleur de les suivre. Le long de la manière, vous noterez beaucoup de professeurs pour avoir leurs propres Spéc., mais à la longue, les principes fondamentaux de l'écriture d'essai restent intact.

Rassemblement des ressources. Maintenant que vous savez votre matière d'essai et comprenez les caractéristiques que votre professeur voudrait que vous suiviez, vous pouvez commencer à rassembler les matériaux et les ressources que vous emploierez pour écrire à votre essai. L'écriture d'essai, bien que basé sur vos propres pensées et sentiments exige d'un bon nombre d'information d'inciter ces

réactions et de soutenir également vos idées. Le meilleur vos ressources, le meilleur sera votre essai. Maintenez dans l'esprit que le rassemblement des ressources peut être long et encore plus mauvais, le choix des ressources fausses peut causer de nombreuses heures de la lecture improductive. Une des clefs à rationaliser le temps où elle prend pour écrire un essai est de choisir vos ressources sagement. Parlez à un bibliothécaire au sujet de choisir des ressources sagement. Il y a des outils tels que les résumés, les revues et les index qui peuvent aider on pour obtenir un saut sur lequel les ressources sont plus de haute qualité ou plus étroitement visées au type de papier d'essai que vous souhaitez écrire.

Bouts sur choisir des ressources. Les ressources sont le carburant pour votre essai, elles sont l'information que vous devriez se référer et citer par des exemples et la critique. Un des bouts importants pour se rappeler quand choisissant des ressources est de choisir toujours d'employer la source originale au-dessus des critiques. Par exemple, si vous écrivez un papier d'essai concernant Shakespeare, référez-vous principalement aux travaux originaux au lieu seulement des critiques. Beaucoup de fois un professeur pourrait penser que si vous citez seulement des critiques, vous avez pu ne pas avoir fouillé assez profondément dans le morceau original. Concernant l'Internet, beaucoup d'étudiants aiment l'Internet, particulièrement pour la recherche, cependant tandis que l'Internet est un outil phénoménal pour la recherche, pour l'essai s'en tiennent principalement aux livres de monde réel, articles, copies de journal, les professeurs etc. tendent à être traditionnels dans leurs méthodes de recherches et peuvent penser que plus de pensée et d'effort sont entrés dans un papier qui est développé à partir des sources dures au lieu de la page de Shakespeare de Joe sur l'Internet.

Pensée et analyse détaillées. Une fois que vous avez recueilli vos ressources que vous emploieriez pour votre essai, vous pouvez maintenant commencer le processus de l'écriture il. Cependant, avant que vous touchiez jamais le stylo pour emballer, vous devez penser et analyser votre matière intensément. C'est probablement la plupart de part importante du papier d'essai la pensée derrière elle. N'importe qui peut écrire un essai ordonné et présentable, mais ceux qui ont des idées pleines avec la perspicacité vraie marquent toujours plus haut. Un bon nombre perspicaces de prises de pensée et d'analyse de dur labeur et de certaine pratique. Donnez-vous quelques jours pour jongler des idées dans votre tête et pour penser vraiment à l'essai que vous voulez écrire. Pendant votre lecture des ressources, vous devriez prendre les bonnes notes qui stimulent votre processus de pensée. Une fois que vous avez lu les nombreux matériaux et regardez au-dessus des notes, l'analyse devrait être votre objectif. Elle ne pourrait pas venir facile au début, mais elle est comme remonter un puzzle ou une image mental dans votre tête. Prenez du temps de formuler votre question que vous visez et soutenez-cela avec un bon nombre de pensée, de perspicacité et d'émotion.

Organisant et structurant votre essai. Une fois que vous avez une image claire de ce que vous voudriez écrire et exprimer en votre essai, il est temps de le mettre vers le bas dans l'écriture. La plupart des étudiants essayent rapidement d'écrire leur papier entier, cependant, une stratégie plus efficace est au premier plan

dehors votre essai et l'organise avec la structure. Un des outils qui sont utiles en organisant et en structurant votre essai est un contour. Les contours sont faciles à utiliser, vous gardent sur la voie et peuvent vous aider à rationaliser le processus entier d'écriture.

Projet. L'inscription d'un projet est une grande manière de commencer votre papier d'essai et de noter que vous appellerez votre papier actuellement une « ébauche ». Ceci prend la beaucoup de la pression de la rendre au loin parfaite à partir de l'obtention disparaître. Un projet devrait avoir un bon nombre de vos pensées et critiques sur le papier ; cependant il ne doit pas être parfait. Les révisions postérieures peuvent vous aider à tordre votre papier pour le rendre parfait.

Mettant à jour et tordant votre papier. En ce moment, votre papier devrait commencer à regarder 80% complet avec vos pensées, perspicacité et émotions notées ; cependant, aucun essai ne devrait être complet sans certains qui tordent et qui mettent à jour. Passez par votre papier dans le grand détail. Assurez-vous qu'il coule sans à-coup et exprime vos avis. Si vos pensées sont vagues, changez les mots, si quelque chose ne semble pas efficace en votre papier, l'enlève. La présente partie du processus d'écriture d'essai est longue, mais elle aidera finalement dans la fourniture le produit fini.

Corrigez sur épreuves votre essai. Une fois que vous pensez votre essai est complet ou très proche de l'accomplissement, commencez à corriger sur épreuves votre papier comme si c'est une version finale. La correction sur épreuves inclut l'épellation de fixation et les erreurs grammaticales, réarrangeant des phrases et les veillant coule bien. Un autre ensemble de globes oculaires actuellement serait extrêmement utile. D'autres pourraient noter les choses qui ont glissé votre esprit. Une des meilleures personnes pour corriger sur épreuves votre papier sont les étudiants semblables, puisqu'ils passent par les processus semblables et peuvent savoir quoi rechercher en ce qui concerne la tâche. Une autre ressource de valeur inestimable est le laboratoire de l'écriture de votre école. Un membre de laboratoire d'écriture peut vous aider à mettre en évidence des idées plus faibles et à vous aider à structurer votre fabrication de papier il plus présentable à votre professeur.

Créez votre essai final. Des essais doivent non seulement être imprimés, mais les sources et toute autre information doivent être incluses. Des sources, la bibliographie, les notes de pied, une page titre, etc. devraient être inclus dans votre essai. Vérifiez pour voir si votre professeur a les directives nécessaires avant de lui présenter le papier final.

Main en votre papier. Maintenant que votre essai est complet, vous pouvez l'imprimer et le présenter à votre professeur. Cependant, avant de faire ainsi, assurez-vous que tout est parfait ; assurez-vous que l'essai est composé correctement. Ceci inclut la vérification pour voir si la police droite est employée, impression est fait d'un côté de la page seulement, des numéros de page sont imprimés et une bibliographie est ajoutée. En imprimant votre essai de papier pour ne pas obtenir trop de fantaisie. Vous devriez seulement l'imprimer dehors sur le livre blanc et le meilleur empaquetant un étudiant devrait considérer est une couverture générique de rapport. Aller par dessus bord et ajouter des arcs et des

rubans peuvent amoindrir votre papier global et pourraient être froncés les sourcils au moment par votre professeur.

<http://www.monsterguide.net/lang/fr/how-to-write-an-essay.shtml>

Comment écrire un essai persuasif

1. La rédaction d'un essai implique l'écriture de persuasion pour convaincre les lecteurs que votre façon de penser est la seule façon correcte. Ils sont généralement écrits sur un sujet qui a plus d'un côté à elle, permet de l'autre côté pour être montré que la manière incorrecte.
2. Choisissez un thème. La question de persuasion d'un texte doit être très précis pour que le public peut facilement identifier votre argument ainsi que la contre.
3. Utilisez troisième personne. Dans un essai convaincant, vous avez besoin de beaucoup de annotée de recherche à l'appui de votre position. En utilisant la première personne ne diminue que la recherche, comme il peut sembler juste une opinion. Troisième personne avec des références feront l'impact le plus fort.
4. Faites vos recherches. Commencez avec un thème de débat que vous avez une bonne compréhension et l'utilisation d'au moins trois sources de référence. Non seulement vous renforcer votre argument par la recherche, mais vous pouvez également développer une plus grande compréhension de ce que les directions de la contre-arguments mai prendre. Ayant beaucoup de références annotées permettra également de persuader le lecteur en montrant que les faits peuvent être vérifiés à l'extérieur de la dissertation. Pas convaincant essai doit être écrit avec une seule source.
5. Utilisation d'une voix active. La plus convaincante de langue est active, afin d'éviter trop de voix passive. Il est difficile d'éliminer complètement passive, et probablement de toute façon peu naturelle du son, mais essayez de limiter le montant des passifs langue que vous utilisez par paragraphe. "Nos principes ne doit pas être abandonné." J'ai écrit cette dernière phrase en voix passive. Vous pouvez changer cela à une voix active et de renforcer la déclaration en disant: «nous ne devons pas abandonner nos principes."
6. Organiser la dissertation. Persuasive essais sont souvent structurées avec un paragraphe d'introduction qui illustre le point principal, et quelques raisons pour lesquelles le point est valide. Les paragraphes suivants seront explorer les raisons. Chaque paragraphe doit prendre l'une des raisons de l'introduction et de prouver que la raison est valable. Annoter les informations, en mettant entre parenthèses après la référence, permet de véhiculer le message qu'il fait plutôt que comme une simple opinion.
7. Dissection de la contre-arguments. Ces paragraphes organisme convient également de mentionner le compteur à chaque argument de la raison, et ensuite expliquer pourquoi cette contre-argument est faux, l'annotation,

comme toujours pour un maximum de pouvoir de persuasion. Les contre-arguments doivent être fermement abattu avec persuasion, plutôt que des arguments rationnels affectifs proches. Utilisez des faits pour dissuader les lecteurs de la contre-argument, tout comme vous avez utilisé à l'appui de votre argumentation.

8. Soyez clair. Ecrivez votre essai persuasif concis, clair. Verbose inutile va nuire à la clarté de l'argumentation et ne sera pas aussi convaincant.
9. Construire une solide conclusion. Le dernier paragraphe devrait être la conclusion que l'ensemble du texte des liens en même temps, la conduite d'accueil de l'argument principal une fois de plus. Vous maintenez également à rappeler aux lecteurs de vos plus puissantes et les plus reconnaissables de sources, comme une personne célèbre ou d'une annonce de travail de la non-fiction. Après la lecture de la conclusion, il devrait y avoir peu de doute dans l'esprit du lecteur que votre position est valable et soutenu par les faits.

L. Shepherd